



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

QUI FABRIQUE LES DRONES RUSSES ?

LES MIGRANTES EXPLOITÉES POUR
L'ÉCONOMIE DE GUERRE DE LA RUSSIE

MAI 2025

REMERCIEMENTS

Ce rapport est le fruit des contributions de l'équipe de recherche de The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC) et de plusieurs chercheurs consultants. Le projet a été mené par Julia Stanyard, Brian Lee, Fedir Sydoruk, Ken Opala, Michael McLaggan, Bektour Iskender et Roman Romanovski. Nous remercions également les autres collaborateurs ne pouvant être nommés pour des raisons de sécurité.

Merci à Tuesday Reitano pour avoir dirigé le projet, à Giulia d'Amico pour sa gestion, à Mark Shaw pour ses conseils, ainsi qu'à l'équipe des publications de la GI-TOC.

© 2025 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite
ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit
sans l'autorisation écrite de la GI-TOC.

Couverture: © Nur Photo/Getty Images

Pour tous renseignements:
Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse
www.globalinitiative.net

CONTENU

Résumé exécutif	1
Méthodologie.....	3
Points clés	4
Qu'est-ce que la Zone économique spéciale d'Alabuga ?	5
Qui sont les recrues d'Alabuga Start ?	10
Recrutement en ligne	12
Rôle des intermédiaires locaux	13
Engagement diplomatique.....	15
Les conditions de travail dans la ZES d'Alabuga	16
Représentation trompeuse de la nature du travail.....	16
Représentation trompeuse des opportunités de formation	17
Des conditions de travail relevant de l'exploitation sur le site	18
Réactions dans les pays d'origine des recrues aux accusations d'exploitation	21
La ZES d'Alabuga et la politique étrangère russe	23
Conclusion et recommandations	25
Recommandations	26
Annexe : Pays d'origine des recrues d'Alabuga	27
Notes	28



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, de nombreuses entités privées, groupes et agences étatiques opèrent dans ce que l'on pourrait décrire comme une zone grise. Des groupes criminels organisés se présentant comme des entreprises légitimes, des sociétés se livrant à des pratiques commerciales frauduleuses et d'exploitation, ainsi que des facilitateurs d'activités criminelles et de corruption se trouvent tous dans cette zone grise, un espace où le licite et l'illicite se rencontrent et font des affaires ensemble.

Les États interviennent eux aussi dans cette zone floue, certains gouvernements recourant à des groupes criminels organisés et à des sociétés engagées dans des activités douteuses, voire criminelles, comme instruments politiques. La Russie en est un bon exemple. Depuis l'invasion de l'Ukraine en particulier, l'État russe voit les activités criminelles – de la contrebande aux cyber-attaques – comme des outils essentiels de sa panoplie de guerre¹. The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) a documenté certaines de ces activités de la Russie : du financement de groupes criminels pour assurer son contrôle des régions du Donbass et de Louhansk², à l'utilisation d'autres groupes pour semer le trouble dans les pays occidentaux³.

La zone économique spéciale d'Alabuga (ci-après « ZES d'Alabuga ») est un grand complexe industriel et technologique dans la région du Tatarstan (connue sous le nom de République du Tatarstan depuis l'ère post-soviétique), dans le sud-ouest de la Russie. Elle joue un rôle majeur dans l'économie de guerre russe : des milliers de drones d'attaque et de reconnaissance y sont fabriqués pour l'armée russe. La ZES d'Alabuga est l'objet de ce rapport d'enquête, car elle se situe à cette intersection entre la criminalité, le monde des affaires et l'appareil d'État.

En 2023, des médias russes indépendants⁴, puis des médias occidentaux, ont commencé à tirer la sonnette d'alarme concernant les aspects abusifs d'un programme de recrutement mis en place par la ZES⁵. Selon les informations recueillies, face à une importante pénurie de main-d'œuvre (en partie due à la mobilisation militaire en Russie), la direction de la ZES d'Alabuga a affecté à la production de drones des étudiants (certains mineurs) d'Alabuga Polytech, une école de formation basée sur le site. D'après les informations rapportées, des travailleuses migrantes ont aussi été recrutées à travers un programme international appelé « Alabuga Start ». Cette campagne de recrutement vise les jeunes femmes, âgées de 18 à 22 ans, principalement originaires d'Afrique mais aussi d'Amérique latine, d'Asie du Sud et d'anciens pays soviétiques. Le programme, qui se poursuit à bon rythme, a vu son périmètre

géographique s'étendre. Initialement centré sur l'Afrique, il s'est transformé en une campagne globale de recrutement visant 84 pays.

Des témoignages ont révélé que les femmes n'avaient pas été informées qu'elles travailleraient dans la production d'armement avant d'arriver sur le site. Certaines avaient été amenées à croire qu'elles suivraient un programme d'études en alternance. Elles ont décrit de longues heures de travail, sous surveillance constante, ainsi que des problèmes de santé liés à la manipulation de produits chimiques corrosifs. Des lanceurs d'alerte au sein d'Alabuga Polytech ont évoqué auprès de médias russes des pratiques managériales répressives et des conditions de travail difficiles⁶.

Ravina Shamdasani, porte-parole du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, a déclaré en octobre 2024 à l'Associated Press que le programme d'Alabuga pourrait « potentiellement » répondre aux « critères de la traite [des êtres humains] si le recrutement est frauduleux et que l'objectif est l'exploitation »⁷.

La Russie est partie à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, principal instrument international de lutte contre la criminalité organisée, dont la traite des êtres humains. La Convention définit la traite des personnes comme le fait de recruter ou de transporter une personne, par la contrainte ou la tromperie, à des fins d'exploitation⁸.

Les activités d'Alabuga Start méritaient donc bien une enquête approfondie pour faire la lumière sur l'exploitation potentielle des participantes et les risques auxquels elles sont exposées, ainsi que pour déterminer si les conditions de travail répressives et le recrutement frauduleux rapportés relèvent de la traite des êtres humains. Ce rapport présente les résultats de cette enquête. S'appuyant sur les informations rapportées par les médias mentionnés précédemment, il s'intéresse aux stratégies de recrutement du programme en Afrique et aux conditions de travail sur le site en Russie. Il examine le rôle des intermédiaires locaux impliqués dans le recrutement, et l'étendue de leurs connaissances sur les risques encourus par les participantes. Enfin, il analyse la nature des relations entre la ZES d'Alabuga et l'État russe, afin de déterminer si le programme Alabuga Start est une initiative soutenue, ou même dirigée, par le gouvernement. Si tel était le cas, cela signifierait que l'État russe est impliqué dans des pratiques de tromperie et d'exploitation.

Cette enquête a confirmé que la ZES d'Alabuga se livre à l'exploitation de ses étudiants mineurs et de travailleuses migrantes. Des témoignages de sources impliquées dans le recrutement pour le programme Alabuga Start indiquent des aspects frauduleux dans le processus : les recrues potentielles sont incitées à participer sous de faux semblants concernant la nature du travail, ses conditions et les opportunités de formation. Comme l'ont déjà révélé certains médias⁹, l'objectif d'Alabuga Start est de fournir de la main-d'œuvre à la ZES pour la production de drones, sans que les recrues soient informées, avant leur arrivée, de ce qui y est effectivement fabriqué. Les jeunes femmes sont recrutées sur internet – notamment sur les réseaux sociaux, où des influenceurs sont chargés de promouvoir le programme d'Alabuga – et via des intermédiaires dans leurs pays d'origine. La plupart des recrues travaillent directement dans la fabrication de drones, tandis que d'autres sont employées comme personnel d'appui, dans le nettoyage ou la restauration.

Par ailleurs, des témoignages de participantes au programme Alabuga Start et d'étudiants de Polytech – cités dans ce rapport – font état d'une exploitation à plusieurs niveaux, qu'il s'agisse d'accusations de racisme à l'encontre des travailleuses migrantes, de harcèlement, d'une surveillance excessive de la part de la direction d'Alabuga, ou encore de conditions de travail répressives. Le fait que les recrues travaillent dans des usines de fabrication de drones les implique aussi, malgré elles, dans l'arène du

conflit russo-ukrainien, sans qu'elles aient donné leur consentement éclairé. Les recrues ne sont pas sur la ligne de front, mais des drones ukrainiens ont déjà ciblé le site de la ZES pour couper les chaînes d'approvisionnement russes, blessant des employés.

Malgré les témoignages révélant des conditions de travail difficiles et des pratiques trompeuses, les participantes ont des perceptions différentes du programme. Tandis que certaines se sont senties exploitées, d'autres ont accepté les conditions de travail.

Selon les preuves disponibles (détaillées ci-après), cette enquête conclut que le programme Alabuga Start remplit plusieurs des critères permettant de le qualifier de cas de traite de personnes. La nature trompeuse du recrutement et les conditions de travail répressives apparaissent comme une forme d'exploitation frauduleuse.

Ces conditions devraient être – et dans certains cas sont – un sujet de préoccupation pour les pays d'origine de ces travailleuses migrantes, pour la communauté internationale et pour les Nations Unies. Certains éléments laissent penser qu'une réponse est en cours d'élaboration. Les informations rapportées sur Alabuga Start semblent avoir suscité des réactions de la part de plusieurs gouvernements africains, alertés quant aux risques que le programme fait peser sur leurs citoyennes. Ils ont pris des mesures, soit pour interrompre le recrutement, soit pour interroger les intermédiaires locaux impliqués dans le programme. Certains de ces intermédiaires qui avaient été approchés par les recruteurs d'Alabuga, ont également pris leurs distances avec le programme, apparemment en réaction aux révélations sur les conditions de travail et à la nouvelle attention de l'opinion publique concernant leur rôle.

Bien que la ZES d'Alabuga soit une entreprise privée, elle entretient des liens étroits avec l'État russe. Le ministère russe de la Défense est le bailleur de fonds et principal client des drones « kamikazes » fabriqués à Alabuga (voir ci-après), et la ZES appartient à un département de la République du Tatarstan. Il s'agit d'un exemple classique du type de partenariat public-privé de la « zone grise » qui caractérise l'économie de guerre russe sous l'ère Poutine. Et bien que le programme Alabuga Start ne semble pas être une initiative pilotée par l'État, il paraît avoir bénéficié de la présence diplomatique russe dans les pays où il recrute.

Les preuves qui s'accumulent concernant Alabuga Start justifient que des mesures soient prises par les gouvernements dont les citoyennes sont recrutées, mais aussi par la communauté internationale, afin d'assurer une protection adéquate aux jeunes femmes migrantes et d'empêcher que leur exploitation ne continue de nourrir l'effort de guerre de la Russie en Ukraine.

Méthodologie

Le rapport a réuni des témoignages d'anciennes et d'actuelles participantes au programme Alabuga Start, de personnes en passe de rejoindre le programme en Russie, d'employés de la ZES, d'étudiants d'Alabuga Polytech, d'intermédiaires impliqués dans le programme de recrutement, ainsi que de responsables gouvernementaux de certains pays sources. Une soixantaine d'entretiens a été menée entre décembre 2024 et mars 2025 (certains en personne – en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie et au Burkina Faso ; d'autres à distance). Pour des raisons de sécurité, tous les entretiens avec des sources basées en Russie ont été réalisés en ligne et sous couvert d'anonymat.

Des données de sources ouvertes ont également été analysées, notamment des documents ayant fuité d'entreprises opérant dans la ZES d'Alabuga (dont des dossiers financiers et relatifs à l'emploi),

des sources sur les réseaux sociaux (comme des comptes de participantes et de divers intermédiaires), des relevés bancaires et professionnels, ainsi que des images satellite du site.

Points clés

- La ZES d'Alabuga est un site de production de drones utilisés par l'armée russe dans le cadre de la guerre en Ukraine. Alabuga Start est un programme de recrutement ciblant les femmes âgées de 18 à 22 ans, notamment originaires de pays en développement, pour fournir en main-d'œuvre le programme de production de drones.
- Les recrues d'Alabuga Start ne sont pas informées avant leur arrivée que leur travail consistera en la fabrication de drones.
- Alabuga Start recrute essentiellement en ligne, mais aussi via des partenaires de recrutement dans les pays d'origine, dont certains ont affirmé ignorer que le but du programme était de trouver de la main-d'œuvre migrante pour la fabrication de drones.
- Les participantes au programme Alabuga Start, et d'autres travailleurs sur le site, ont décrit des conditions de travail abusives et répressives.
- Bien que le programme présente certaines caractéristiques d'un cas de traite des êtres humains, il ne répond pas complètement aux critères internationalement reconnus. Certains aspects du recrutement relèvent de l'exploitation et de la tromperie tandis que d'autres aspects du travail sont présentés correctement. Le programme s'apparente à une forme d'exploitation reposant sur la tromperie.
- La ZES d'Alabuga a des liens étroits avec l'État russe. L'entreprise qui contrôle la zone appartient à un département de la République du Tatarstan, une région de Russie, et le gouvernement russe est le destinataire final des drones produits à Alabuga.
- En réponse aux preuves mettant en cause Alabuga Start, les pays où les jeunes femmes sont recrutées devraient enquêter sur le programme, apporter un soutien aux recrues, et sensibiliser les potentielles nouvelles candidates aux risques encourus.

QU'EST-CE QUE LA ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE D'ALABUGA ?

La ZES d'Alabuga, près de la ville de Ielabouga, est un parc industriel tentaculaire abritant des usines et des entrepôts, où les entreprises résidentes bénéficient d'exemptions d'impôt sur les sociétés. Ce complexe industriel s'est tourné vers la production de drones depuis l'invasion russe de l'Ukraine. Des drones d'attaque Shaded, de conception iranienne (connus en Russie sous le nom Герань-2 [Geran-2]), et les drones de reconnaissance Albatross y sont fabriqués. Selon le média russe indépendant Protokol, cette reconversion s'explique par le retrait d'un certain nombre d'entreprises multinationales qui étaient basées dans la ZES, en raison de l'invasion de l'Ukraine et des sanctions internationales. La production de drones pour l'armée a offert une source de revenus alternative dans le nouveau contexte d'une Russie en guerre¹⁰.

Les drones produits à Alabuga ont une place centrale dans l'arsenal russe, la Russie lançant presque quotidiennement des attaques contre l'Ukraine à l'aide de drones de type Shaded¹¹. Ces derniers sont présentés comme des « drones kamikazes », car, pour reprendre les mots du *Washington Post*, « à la différence de nombreux autres drones d'attaque, ils n'utilisent pas d'armes pour détruire leurs cibles. Ils sont l'arme »¹². Cela signifie que l'armée russe a besoin d'être constamment réapprovisionnée en drones Shaded pour maintenir la cadence de ses attaques contre l'Ukraine. Les drones de reconnaissance Albatross M5 ont également été utilisés sur les lignes de front, depuis au moins 2023, pour repérer et attaquer les positions des forces armées ukrainiennes¹³.

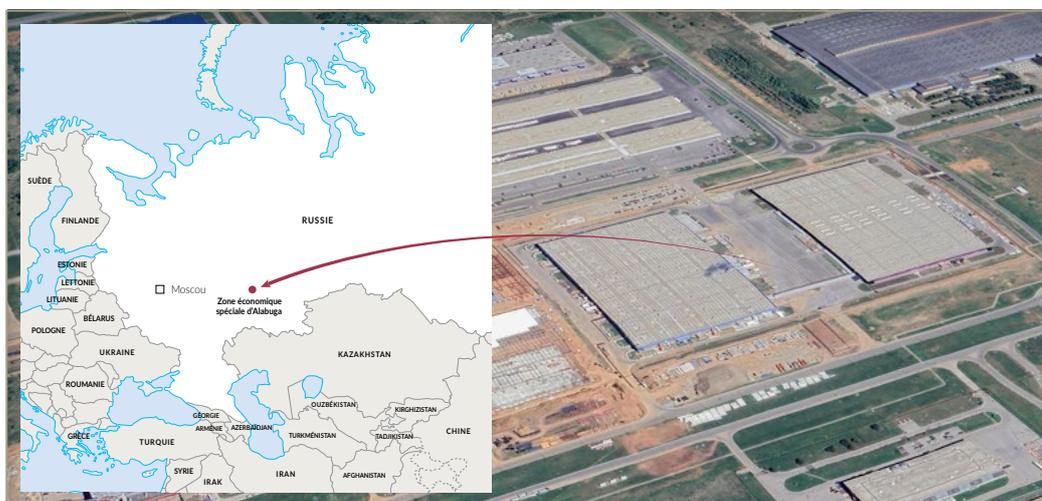


FIGURE 1 Image satellite et carte montrant la localisation de la ZES d'Alabuga.

Fin 2022, des responsables de la ZES d'Alabuga, dont son PDG Timur Shagivaleev, ont négocié un contrat avec l'entreprise iranienne Sahara Thunder – une filiale du ministère iranien de la Défense et de la Logistique des forces armées¹⁴ – pour fournir des pièces détachées de drones à Alabuga Machinery, une société basée dans la ZES et qui en dépend directement (voir figure 2), ainsi que pour développer l'usine.¹⁵ Le contrat a été financé, en partie, par le transfert de deux tonnes de lingots d'or (d'une valeur d'un peu plus de 100 millions de dollars américains, selon la documentation), via une banque iranienne à Dubaï. L'accord prévoit la production de 6 000 drones à Alabuga d'ici fin 2025¹⁶.

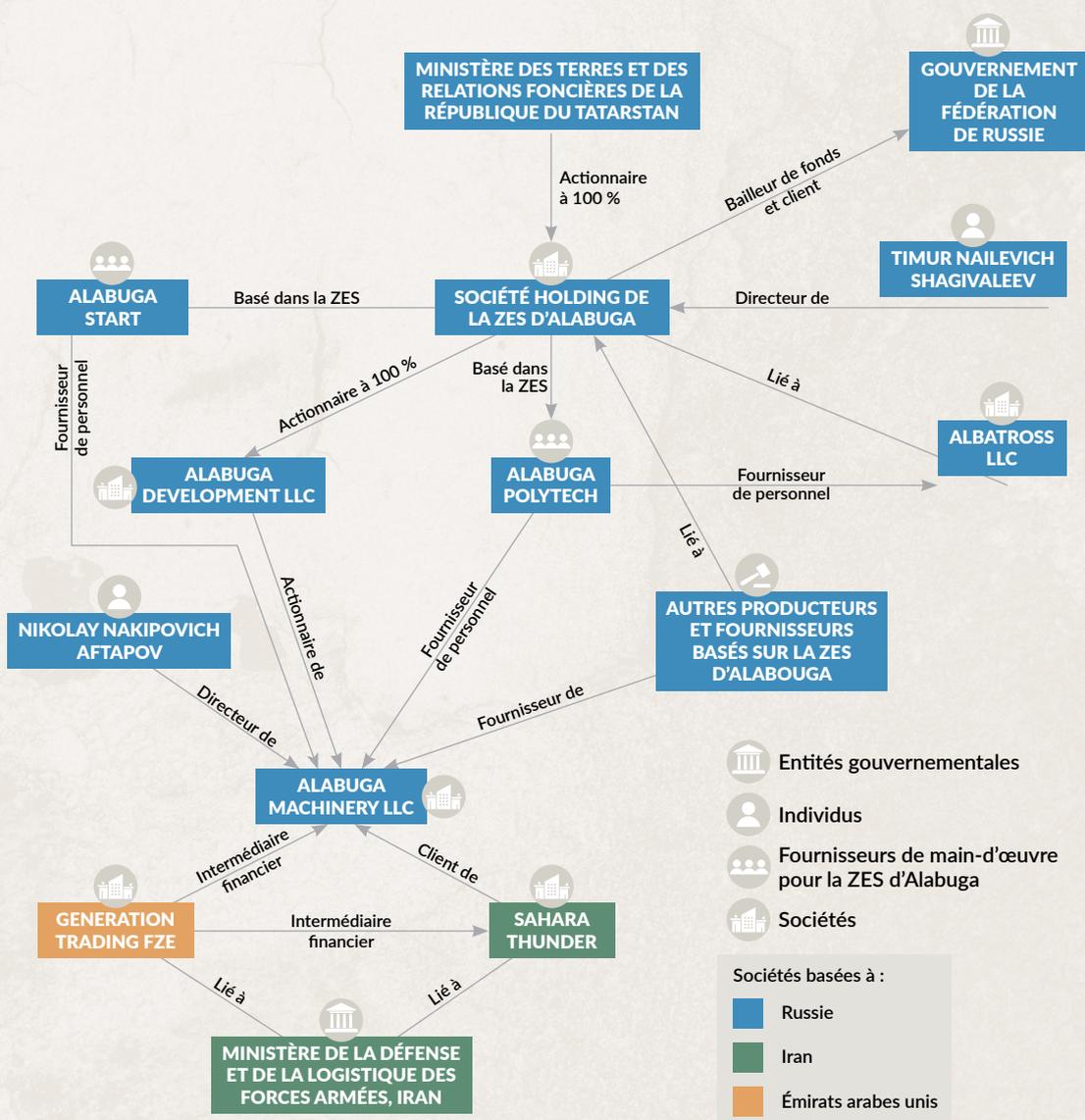


FIGURE 2 Diagramme de réseau montrant les liens entre différentes entreprises et entités liées au programme Alabuga Start.

NOTE : Ce diagramme a été élaboré à partir de documents ayant fuité de Sahara Thunder et d'Alabuga, de sources ouvertes, d'entretiens avec des sources bien informées et des désignations de sanctions américaines.

Des images satellite montrent des activités de construction sur le site entre 2022 et la fin de l'année 2024, suggérant une extension des installations pour mettre en œuvre le plan de production de drones (voir figure 3).¹⁷ (Des images plus récentes ne sont pas disponibles car les conditions météorologiques sur le site ne permettent pas de déterminer si de nouveaux travaux de construction ont eu lieu.)

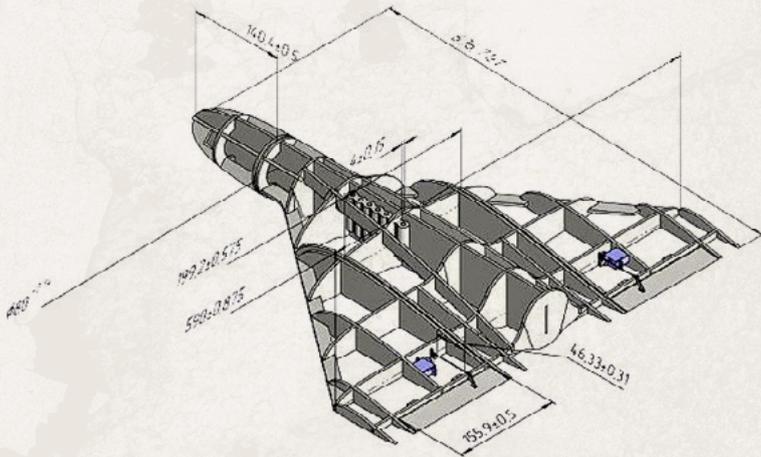
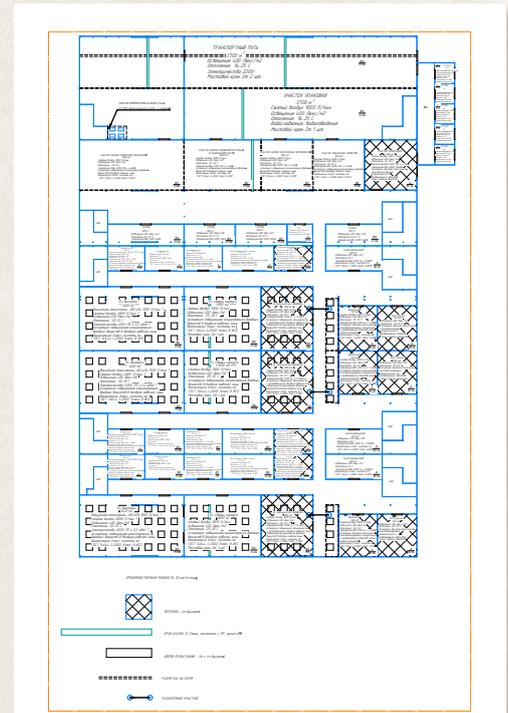


FIGURE 4 Schéma d'un drone de type Shaded et plan d'aménagement pour l'usine de drones d'Alabuga. Des documents ayant fuité de l'intérieur de l'usine montrent les plans de production de drones dans le cadre d'un accord conclu avec Sahara Thunder, une entreprise liée à l'armée iranienne.

SOURCE : PRANA Network



« tadjiks », et les travailleuses « mulâtres », un terme péjoratif désignant les migrantes africaines. Les registres du personnel de la société holding de la ZES d'Alabuga montrent que certaines des ressortissantes africaines recrutées par Alabuga Start figurent bien sur la liste des employés²⁴. Cette société holding – la Joint Stock Company of the Alabuga SEZ – est la maison mère d'Alabuga Machinery. Le directeur de la ZES, Timur Shagivaleev, semble avoir négocié l'accord sur les drones au nom d'Alabuga Machinery, son nom apparaissant sur plusieurs documents qui détaillent le contrat avec Sahara Thunder. Il paraît difficile de nier que le programme de recrutement et de production de drones font partie d'une même stratégie.

Des contrats et documents d'échéances rendus publics lors de la fuite révèlent un plan pour mettre d'abord en place la chaîne d'assemblage des drones à Alabuga en utilisant des pièces importées d'Iran, puis, dans un second temps, installer l'ensemble de la chaîne de production en Russie. Des employés d'Alabuga se sont rendus à Téhéran pour être formés à la production de drones²⁵. D'autres entreprises de la ZES d'Alabuga sont identifiées dans les documents comme fournisseurs de matériaux et de composants pour la fabrication de drones, faisant de toute la zone un véritable écosystème dédié à cette production.

Des pièces de drones et des matériaux de construction sont expédiés d'Iran, via la mer Caspienne, à destination d'Alabuga. Une enquête de Reuters publiée en mars 2025 (qui s'appuie sur les documents ayant fuité de Sahara Thunder) a révélé que la même flotte de bateaux utilisée pour transporter les pièces de drones vers Alabuga a servi au transport clandestin de pétrole iranien à travers la mer Caspienne, afin de contourner les sanctions occidentales²⁶.

Sahara Thunder est l'une des nombreuses entreprises identifiées par les enquêteurs et sanctionnées par les États-Unis comme des sociétés écrans pour l'armée iranienne, dans ce qui ressemble à un jeu de cache-cache institutionnel, où de nouvelles entités sont régulièrement mises en place pour échapper aux sanctions²⁷. L'accord avec Alabuga Machinery s'inscrit dans une tendance plus large

d'augmentation des exportations de drones par l'Iran ces dernières années²⁸, et met en évidence un approfondissement des liens entre l'Iran et les services de renseignement russes²⁹.

Albatross LLC est une autre entreprise impliquée dans la production de drones dans la ZES d'Alabuga. Le programme Alabuga Start décrit Albatross comme l'un de ses « recruteurs clés », suggérant que des travailleuses immigrées pourraient également participer à la fabrication de ces drones. L'entreprise a augmenté ses capacités de production de drones à Alabuga en janvier 2023, en même temps qu'Alabuga Machinery développait son programme Shaded³⁰.

Albatross produit les drones de reconnaissance du même nom mentionnés précédemment. Une vidéo publiée en juin 2023 par le ministère russe de la Défense montre des soldats russes en Ukraine lançant des drones de reconnaissance. Ils sont présentés dans la vidéo comme des drones « Albatross » et semblent être les mêmes que ceux produits par Albatross LLC³¹. En septembre 2024, des dirigeants de l'entreprise ont indiqué à DefenseMirror, un portail indien d'informations spécialisé dans la défense et l'aérospatial, que leurs drones Albatross-M5 et Albatross-U avaient été utilisés sur le champ de bataille en Ukraine³². Les services de renseignement ukrainiens ont aussi affirmé qu'Albatross avait un rôle dans la production des drones d'attaque Shaded à Alabuga³³.

La ZES d'Alabuga, Alabuga Machinery, Albatross LLC et plusieurs de leurs dirigeants, dont M. Shagivaleev, ont été placés sous sanctions par les États-Unis (en février 2024) et d'autres pays occidentaux pour leur soutien à l'invasion russe en Ukraine³⁴.



QUI SONT LES RECRUES D'ALABUGA START ?

Le programme de recrutement Alabuga Start, qui a commencé en 2022, cible exclusivement des travailleuses migrantes âgées de 18 à 22 ans pour travailler dans la ZES³⁵. Ce profil est précisé dans les supports en ligne du programme partagés avec les candidates potentielles et par les recruteurs qui répondent aux questions des candidates sur les réseaux sociaux. Bien que certaines publicités pour le programme (remontant au début de l'année 2023) ont ciblé des femmes âgées de 16 ans seulement³⁶, les publications les plus récentes semblent viser des recrues de 18 ans et plus. Une liste de 35 recrues sélectionnées, partagée en août 2023 par le ministère burkinabé des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (comprenant les noms et dates de naissance des recrues) inclut des personnes âgées de 18 ans à ce moment-là³⁷. Alabuga Start partage sur internet des publications de nouvelles recrues à leur arrivée en Russie, semble-t-il pour encourager d'autres personnes à candidater³⁸.

Le programme combine la promesse d'un salaire mensuel élevé – du moins en comparaison au salaire moyen dans certains pays de recrutement – avec des exigences d'entrée faibles. Dans une interview au site d'information russe Business Online, M. Shagivaleev a déclaré en avril 2023 que le programme intégrait des recrues venant de pays africains et du Pakistan pour pallier leur pénurie de main-d'œuvre. « Les Russes ne sont tout simplement pas prêts à travailler pour 30 000-40 000 roubles [300-400\$ US] (...) dans les pays du tiers monde (...) le salaire de départ est très bas, environ 200\$ US. C'est pourquoi des étrangers de pays exotiques sont prêts à travailler pour cette somme », a-t-il affirmé³⁹. Les publicités les plus récentes d'Alabuga Start, ainsi que des entretiens avec des recruteurs et des participantes, indiquent un salaire d'entrée de l'ordre de 500 dollars par mois⁴⁰.

Le programme prétend également offrir des opportunités d'éducation et de formation à travers l'école Alabuga Polytech, disposant d'« équipements de pointe » pour la formation de « travailleurs qualifiés », ainsi que des cours de langue russe⁴¹. Pour intégrer le programme, les participantes doivent avoir un diplôme de fin d'études secondaires, un passeport valide, passer un test de compétence portant sur 100 mots de base en russe (notamment un vocabulaire spécifique au travail dans une usine) et passer une sorte de test d'aptitude professionnelle sous la forme d'un jeu de simulation⁴².

M. Shagivaleev a exposé les raisons pour lesquelles le programme cible les femmes : « À Alabuga Polytech, 80% des étudiants sont des garçons. Certains travaux nécessitent toujours une précision féminine », a-t-il déclaré⁴³. Des étudiants de Polytech ont toutefois suggéré qu'il existait une certaine perception au sein de la direction d'Alabuga selon laquelle les jeunes femmes seraient plus faciles à gérer ou contrôler dans le programme de travail. « Selon la vision de l'entreprise, les hommes sont plus conflictuels en raison de différences religieuses et culturelles. La coexistence entre les femmes est beaucoup plus simple qu'entre les hommes », a affirmé un

recruteur en ligne tourné vers l'Amérique latine⁴⁴. Cette vision peut s'expliquer par des perceptions racistes des hommes africains. « Ils [la direction d'Alabuga] disent que les filles ne sont pas enclines aux conflits, qu'elles sont patientes. Si des hommes noirs étaient venus à la place, cela ne se serait probablement pas passé de manière si paisible », a déclaré un étudiant d'Alabuga Polytech à la GI-TOC⁴⁵. Une autre raison mise en évidence par le recruteur en Amérique latine est que le manque d'opportunités pour les femmes dans leurs pays d'origine donne à Alabuga Start de meilleures chances de les recruter⁴⁶.

Selon les propres chiffres d'Alabuga, le programme a recruté des participantes dans 44 pays en 2023⁴⁷. En identifiant les comptes de participantes sur les réseaux sociaux, et en analysant les publications publiques relatives à Alabuga Start ainsi que les entretiens menés avec des participantes et des recruteurs dans les pays sources, la GI-TOC a identifié des dizaines de recrues originaires d'au moins 32 pays, et il est probable qu'il y en ait d'avantage (voir figure 5)⁴⁸.

Si le programme semble avoir d'abord ciblé les pays africains, il est ensuite devenu mondial : les candidats peuvent postuler depuis 84 pays listés sur le site internet d'Alabuga Start (voir l'annexe). L'un des facteurs expliquant ce recrutement plus large pourrait être les quotas limitant le nombre de ressortissants étrangers originaires de certains pays que les entreprises russes peuvent recruter⁴⁹.

Depuis la mi-2024, la publicité en ligne pour le programme cible de plus en plus l'Amérique latine. Un recruteur faisant la promotion en ligne d'Alabuga en Amérique latine a indiqué que la première recrue de la région, originaire de Colombie, était récemment arrivée en Russie⁵⁰. Si des participantes issues de pays de la Communauté des États indépendants, tels que l'Azerbaïdjan et le Kirghizstan, ont intégré le programme, la grande majorité des campagnes de communication et de recrutement semblent viser l'Afrique et l'Amérique latine.

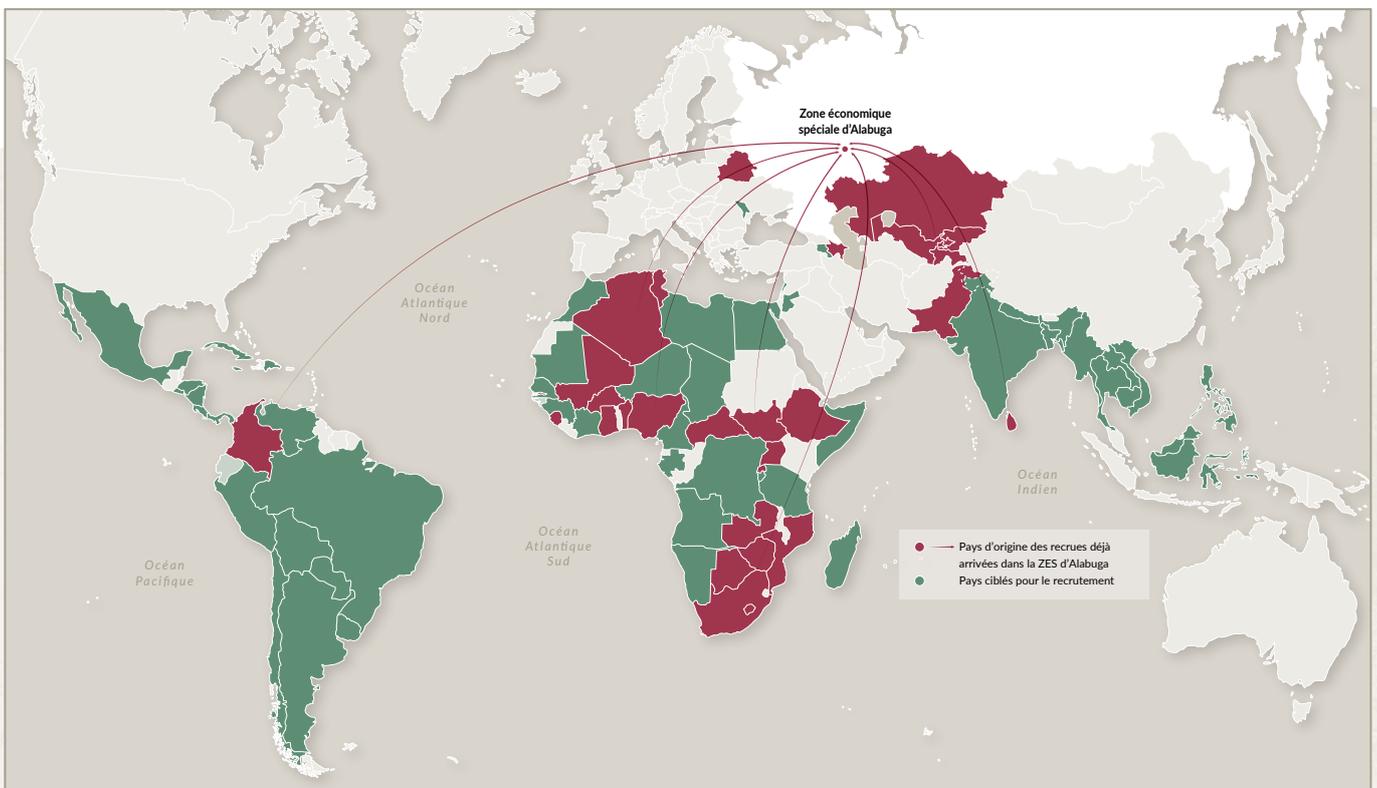


FIGURE 5 Pays où Alabuga Start a recruté des travailleuses, ou qu'il vise dans sa campagne actuelle de recrutement.

NOTE : Voir l'annexe pour la liste complète de ces pays.

SOURCE : Données issues des supports publicitaires d'Alabuga Start et des entretiens menés par la GI-TOC.

Combien de personnes ont été recrutées dans le cadre du programme Alabuga Start ?

Les estimations du nombre de femmes recrutées dans le cadre du programme varient. Alabuga Start affirme avoir recruté plus de 300 femmes en 2023, et ses publications sur les réseaux sociaux ont documenté l'arrivée de plusieurs dizaines d'autres tout au long de l'année 2024 et au début de 2025 (ces chiffres ne pouvant toutefois être considérés que comme indicatifs, puisqu'on ne sait pas si toutes les nouvelles arrivées sont mentionnées dans les publications publiques). Le nombre de pays ciblés par Alabuga a augmenté en 2024. Ainsi, des intermédiaires ougandais ont déclaré au *Wall Street Journal* que « des milliers » de femmes auraient été recrutées.⁵¹ Ce chiffre semble toutefois exagéré. Dans certains cas, il apparaît que le nombre de femmes qui entament le processus de recrutement est bien plus élevé que celui de celles qui se rendent effectivement en Russie. Par exemple, une source au sein du service kenyan de l'immigration a indiqué que plus de 400 femmes avaient demandé un passeport afin de quitter le pays pour rejoindre le programme d'Alabuga. Mais en décembre 2024, seules 14 Kenyanes travaillaient effectivement à Alabuga, et deux étaient déjà rentrées chez elles.⁵²

De la même manière, selon Edson Rugumayo, député ougandais qui s'est rendu sur le site d'Alabuga en 2024, environ 60 femmes sur 500 recrutées avaient quitté l'Ouganda. M. Rugumayo a rejeté les accusations relayées par la presse ougandaise concernant l'exploitation de la main-d'œuvre dans l'usine.⁵³ D'après une source au sein de l'Association nationale des étudiants ougandais, M. Rugumayo aurait lui-même participé à des réunions en Ouganda pour promouvoir le recrutement au sein du programme Alabuga, dans le cadre de ses fonctions passées de président du Conseil national de la jeunesse ougandaise.⁵⁴

Sur la base des informations disponibles, on peut raisonnablement estimer qu'environ 800 femmes, toutes nationalités confondues, auraient rejoint le programme depuis 2022. ■

Alabuga recrute ses membres par trois canaux principaux : le recrutement en ligne, les intermédiaires locaux et les relations diplomatiques.

Recrutement en ligne

Le programme mène une campagne importante de publicité en ligne pour recruter des candidates, à travers ses propres réseaux sociaux (Twitter/X, Facebook et Telegram), mais aussi via des comptes tiers, rémunérant notamment des influenceurs sur TikTok et Instagram pour promouvoir Alabuga Start⁵⁵. Outre les réseaux sociaux, des informations sur Alabuga ont également été relayées par des médias en ligne liés à la Russie et ciblant l'Afrique⁵⁶, et par certains médias locaux (reprenant vraisemblablement des communiqués de presse, car beaucoup d'entre eux utilisent le même langage que celui trouvé dans les supports de communication d'Alabuga)⁵⁷.

En réponse à des articles publiés par des médias occidentaux sur son recrutement frauduleux et son exploitation de main-d'œuvre, plusieurs comptes utilisés par Alabuga sur les réseaux sociaux pour recruter des candidates ont été fermés fin 2024, notamment sur Twitter (aujourd'hui X) et Facebook⁵⁸. Toutefois, d'autres restent actifs sur les plateformes de réseaux sociaux appartenant à des entreprises russes, dont Telegram et VKontakte. Les supports publicitaires d'Alabuga invitent les candidates potentielles à rejoindre sa chaîne Telegram pour recevoir des informations. Plusieurs nouvelles pages ont aussi été créées sur Facebook et Twitter. Bien que ces pages n'aient pas autant d'abonnés que celles suspendues, les contenus d'Alabuga peuvent y être partagés sans restriction.

Alabuga Job for foreigners in Russia
August 18

Alabuga Start is an international programme designed for ambitious young females aged 18 to 22

What is Alabuga SEZ?

Alabuga Start is an employment programme for young women from all over the world

- It is an excellent opportunity of career growth for the ladies aged 18 to 22
- The participants of the programme enjoy modern accommodation facilities
- Salary is 60 thousand rubles (net-tax)
- Alabuga covers the cost of flights to Alabuga, provides free transportation to and from work

Alabuga SEZ gives many opportunities:

- Unleash your potential and elevate your profile
- Contribute to company growth firsthand
- Improve your leadership skills
- Become the manager of a large-scale project
- Receive generous rewards for your achievements

Accommodation for Alabuga SEZ's personnel and students

- Alabuga Polytech Headquarters is conveniently located just a 10-minute drive from the economic zone
- Yachny Park Residential Complex is in Elabuga city
- These dormitories are situated within the Special Economic Zone (SEZ): Aristotele, Pythagoras, Heron, Hippocrates, Archimedes, GA Vinci, Hephaestus, Prometheus

ALABUGA START PROGRAMA DE REUBICACIÓN A RUSIA PARA EXPERIENCIA LABORAL

Campos ofrecidos

<p>Operadora de producción</p> <p>Salario desde 640\$</p>	<p>Conductora</p> <p>Salario desde 570\$</p>
<p>Industria de la restauración (servicio de comida)</p> <p>Salario desde 500\$</p>	<p>Servicio y hospitalidad</p> <p>Salario desde 570\$</p>

Vuelo pagado a Rusia ➔

+51 998 259 468
+7 987 272 37 39
alabugastart@alabuga.ru
@alabuga_start_programme

RELOCATION PROGRAMME TO RUSSIA

PROGRAMME BENEFITS for young ladies aged 18 to 22:

- Professional training
- Accommodation in hostel 44\$
- Monthly allowance 500\$ - 1380\$
- Paid flight to Russia
- Voluntary health insurance

CAREER TRACK of an Alabuga Start participant

STEP 4 HEAD SPECIALIST
STEP 3 LEADING SPECIALIST
STEP 2 SPECIALIST
STEP 1 JUNIOR SPECIALIST

For Cameroonian applications, contact:
694 032 731
677 178 842
690 497 660

Une sélection de supports promotionnels partagés sur les réseaux sociaux à destination de publics en Afrique et en Amérique latine. À noter qu'aucun d'entre eux ne mentionne la nature du travail à Alabuga de sorte que les recrues puissent comprendre qu'il s'agit de fabrication de drones militaires.

L'un des partenaires de recrutement en ligne d'Alabuga a expliqué que le recours aux influenceurs sur les réseaux sociaux était un élément central de la stratégie de diffusion du programme dans de nouveaux pays sources. « Une campagne massive a déjà commencé à faire connaître le programme en Amérique latine », a indiqué un recruteur d'Alabuga. « De nombreuses campagnes ont été lancées en Équateur, et beaucoup de personnes ont déjà candidaté ». Toujours d'après ce recruteur, de nouveaux influenceurs sont en cours de recrutement pour partager le message d'Alabuga dans toute l'Amérique latine⁵⁹. Plusieurs exemples d'influenceurs d'Afrique du Sud et de Zambie partageant des contenus sur le programme sont par ailleurs largement disponibles en ligne, suggérant qu'une même approche a été adoptée dans ces pays. Il semble que cette stratégie numérique soit efficace pour partager le programme d'Alabuga auprès d'un large public. Selon les participantes interrogées, il s'agit de la principale méthode de recrutement, et la manière dont elles ont entendu parler du programme pour la première fois⁶⁰.

Rôle des intermédiaires locaux

Alabuga collabore avec des organisations partenaires dans les pays où elle recrute. Certains de ces partenaires sont des ONG spécialisées dans la promotion de la coopération avec la Russie, d'autres sont engagés dans des programmes d'autonomisation des jeunes. Il peut s'agir aussi d'agences de recrutement, ou encore d'écoles et d'universités. Dans certains cas, les intermédiaires sont des individus présentant une affiliation politique à la Russie – certains ont signé un protocole d'accord (memorandum of understanding, MOU) avec Alabuga – tandis que pour d'autres, la relation professionnelle est moins clairement définie. Lors d'interviews menées dans le cadre de cette enquête, plusieurs intermédiaires ont affirmé ne pas avoir eu connaissance des liens avec la production de drones ou des accusations d'exploitation de main-d'œuvre ayant commencé à circuler autour du programme.⁶¹

Dans certains pays d'Afrique – dont la Zambie, le Zimbabwe, le Cameroun et Madagascar – les intermédiaires locaux prennent la forme d'organisations de la société civile dont l'objectif est de promouvoir les liens économiques et politiques entre la Russie et leurs pays. Ces organisations ont rencontré les recruteurs d'Alabuga dans leurs pays d'origine. Dans le cas de l'organisation camerounaise, le directeur a visité la ZES d'Alabuga et observé les participantes au programme sur place⁶². Une organisation similaire à Madagascar a rencontré des représentants d'Alabuga et indiqué qu'elle était en train de mettre en place « un partenariat officiel » pour soutenir le programme de recrutement⁶³.



Une publicité de style soviétique promeut le programme Alabuga Start comme inspiré de l'« expérience soviétique » de coopération avec des pays d'Afrique et d'Amérique latine. Photo : Alabuga Start sur Telegram

Plusieurs intermédiaires semblent avoir participé à l'organisation du Festival mondial de la jeunesse, un événement international qui s'est tenu à Sirius, en Russie, du 29 février au 7 mars 2024⁶⁴. Ce festival apparaît comme une itération moderne d'événements similaires organisés durant la période soviétique et qui rassemblaient des délégués du monde entier⁶⁵. Par ces canaux, le programme Alabuga Start est présenté comme un renouvellement de la coopération soviétique avec des pays africains et d'autres régions.

En Tanzanie, une organisation appelée Fondation BDADI (Brigther Dreams and Dignity), dirigée par son fondateur Sharifu B. Dadi, a participé à l'organisation d'un événement à Dar es Salam pour le recrutement de candidates potentielles⁶⁶. La fondation a été présentée par Alabuga Start comme ayant un « partenariat officiel » avec le programme⁶⁷. Contrairement à d'autres organisations en Zambie, au Zimbabwe et au Cameroun, la fondation BDADI n'est pas exclusivement consacrée à la coopération entre la Russie et la Tanzanie, mais plus largement à l'autonomisation des jeunes⁶⁸.

Alabuga a adopté une approche similaire en Ouganda, approchant un enseignant du secondaire et des membres de deux organisations de jeunesse afin d'entrer en contact avec les jeunes de leurs réseaux. Parmi eux, Welunga Yusuf, alors président de l'Association nationale des étudiants d'Ouganda (UNSA), entité chapeautant les organisations étudiantes. L'actuel secrétaire exécutif de l'UNSA, Cherukut Fred Toskin, a souligné que l'association n'était pas partenaire d'Alabuga : « J'ai mené des vérifications avec mes collègues et découvert que notre président de l'époque, Welunga [Yusuf], avait utilisé les réseaux sociaux de l'UNSA pour promouvoir et faire la publicité d'Alabuga »⁶⁹.

Un événement de recrutement a eu lieu en avril 2023 à l'école secondaire Lubiri, à Kampala.⁷⁰ Joseph Kazibwe, conseiller d'orientation de l'établissement, a déclaré au *Washington Post* que les Russes étaient intéressés par les jeunes filles qui avaient des bons résultats dans les matières scientifiques au lycée. Un membre du personnel de l'école a confirmé que M. Kazibwe avait, à titre individuel, organisé l'événement de recrutement et contacté d'anciennes élèves au sujet du programme d'Alabuga. Toutefois, contacté par la GI-TOC, M. Kazibwe a nié toute implication dans le programme, ou connaissance de celui-ci⁷¹.

Un événement similaire de recrutement a été organisé en juin 2023 à l'université Norbert Zongo à Koudougou, au Burkina Faso. Des photos partagées sur la chaîne Telegram d'Alabuga Start montrent plusieurs dizaines de recrues potentielles rencontrant un représentant du programme dans le bâtiment de l'université⁷². Cependant, lorsqu'il a été contacté pour une interview, le directeur de la communication de l'université a affirmé ne pas connaître le programme.

Au Sri Lanka, Alabuga Start travaille avec une société de conseil pour appuyer son recrutement, contrairement à ses partenaires africains qui sont essentiellement des organisations de la société civile ou de jeunesse. Shiranee Fernando, le directeur de cette société de conseil, la Geo Ventures Travel and Consultancy Services, a déclaré, en août 2023, au *Daily News* du Sri Lanka que les étudiantes sri-lankaises issues de « familles à faibles revenus » pourraient intégrer Alabuga Start pour se former, entre autres, au métier de « grutier »⁷³.

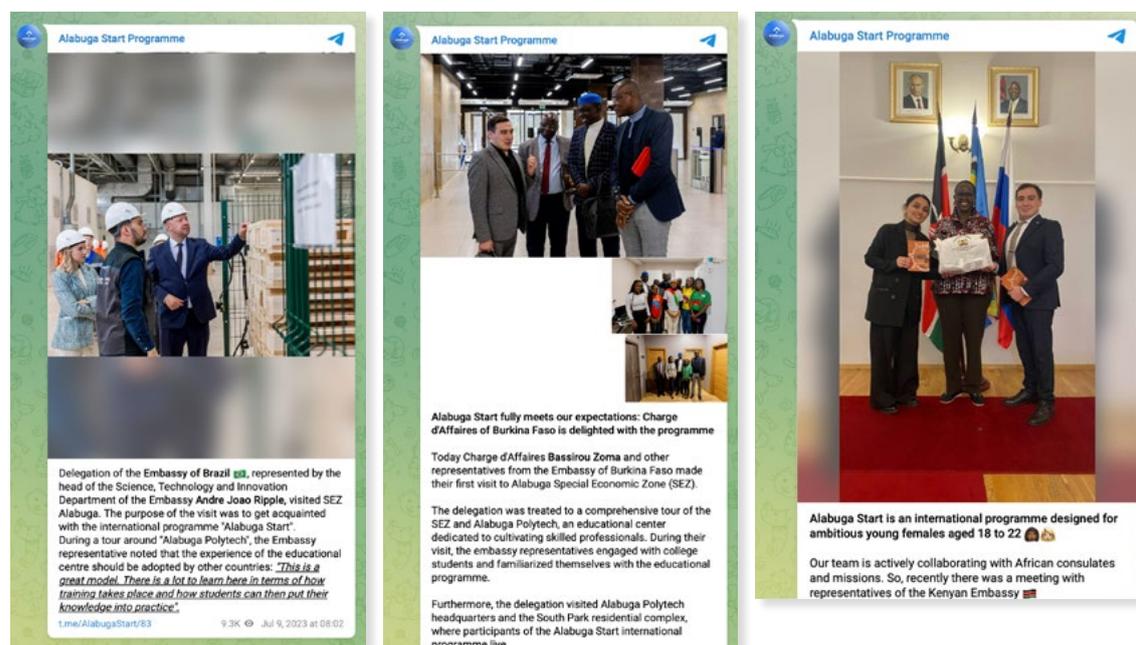
Certains intermédiaires locaux ont officialisé leurs partenariats avec Alabuga en signant un protocole d'accord (MOU). Un recruteur basé en Afrique australe a déclaré avoir signé un MOU avec Alabuga, incluant un quota de 50 participantes à recruter pour le programme⁷⁴. Des partenaires en Gambie et au Sri Lanka ont également signé de tels protocoles⁷⁵. Si certaines sources suggèrent que ces partenaires sont payés à la recrue, il n'a pas été possible de vérifier la nature exacte de la relation financière⁷⁶.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance du rôle d'Alabuga Start dans la production de drones, ou de ses liens avec l'armée, certains intermédiaires ont affirmé ne pas être au courant. Mesbahur Rahman, un représentant du programme au Bangladesh, a affirmé ne pas être au courant des informations selon lesquelles des travailleuses migrantes étaient impliquées dans la fabrication de drones, mais il a souligné que l'ambassade du Bangladesh disposait d'un protocole strict à respecter pour les entreprises russes recrutant des Bangladais⁷⁷. Un autre recruteur basé en Afrique australe a indiqué que, bien qu'en contact régulier sur WhatsApp avec les participantes recrutées, il n'avait entendu parler d'aucun engagement dans un programme de drones⁷⁸. Edson Rugumayo, le député ougandais ayant visité les installations d'Alabuga (et qui aurait servi d'intermédiaire pour le programme dans son pays), a déclaré aux médias ougandais avoir vu des participantes travailler à l'assemblage de « pièces de tracteurs », et a nié toute implication du programme dans la production de drones⁷⁹.

Si ces déclarations sont de bonne foi, cela signifierait que le programme Alabuga Start abuse de la confiance de ses partenaires locaux et leur dissimule la vraie nature de la production de l'usine.

Engagement diplomatique

L'organisation d'Alabuga Start a également collaboré avec les ambassades des pays où elle recrute. En atteste le fait que plusieurs diplomates africains et latino-américains ont visité les installations d'Alabuga (et ont rendu compte de ces visites sur leurs chaînes Telegram). Des publicités pour Alabuga ont été relayées par des ministères dans plusieurs pays, comme, par exemple, le Bangladesh et le Nigéria⁸⁰. Et, comme pour les intermédiaires locaux, il n'est pas certain que les responsables diplomatiques aient eu connaissance des accusations d'exploitation de main-d'œuvre sur le site. En effet, il se peut que les délégations en visite ne sachent pas quelles parties de la ZES leur sont montrées, ou que, si elles visitent l'unité d'assemblage de drones, les composants leur soient présentés sous un autre nom : des « pièces de tracteurs », pour M. Rugumayo, ou des « bateaux à moteur », selon le terme utilisé pour désigner les drones dans l'accord entre Alabuga et Sahara Thunder, afin de dissimuler la vraie nature des marchandises échangées.



Le programme Alabuga Start échange avec les ambassades africaines et latino-américaines en Russie pour discuter de son recrutement. Des visites des infrastructures de la ZES ont également été organisées pour des délégations diplomatiques.

Photos : Alabuga Start sur Telegram



LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LA ZES D'ALABUGA

L'équipe de recherche a interrogé d'anciennes et d'actuelles participantes d'Alabuga Start, affectées à différents postes, allant des chaînes de production de drones aux services de restauration et de nettoyage, ainsi que des étudiants d'Alabuga Polytech. Les témoignages des participantes sont mitigés. Tandis que certaines se sont senties trompées quant à la nature du travail et exploitées en raison des conditions de travail, d'autres, notamment celles ne travaillant pas directement à l'usine, se sont dites satisfaites des opportunités d'emplois offertes par le programme.

Les étudiants d'Alabuga Polytech ont également exprimé des avis divergents, et ont souligné bon nombre de mêmes problèmes. Alabuga Polytech fonctionne davantage comme un centre de formation militaro-industriel que comme une université, avec un taux élevé d'abandon, des pratiques de recrutement trompeuses et une application stricte des accords de confidentialité. Comme l'ont rapporté des médias russes, certains étudiants et leurs familles ont ainsi un sentiment d'exploitation et d'être piégés⁸¹.

Si la nature du travail sur le site ne semble pas remplir tous les critères internationaux pour être considéré comme une forme de traite des êtres humains (voir ci-après), plusieurs aspects des conditions de travail semblent relever de l'exploitation, pourraient enfreindre les normes internationales sur les droits des travailleurs, et devraient susciter de vraies inquiétudes dans les pays d'origine des participantes. Ces aspects du travail sur le site sont abordés dans les sections suivantes.

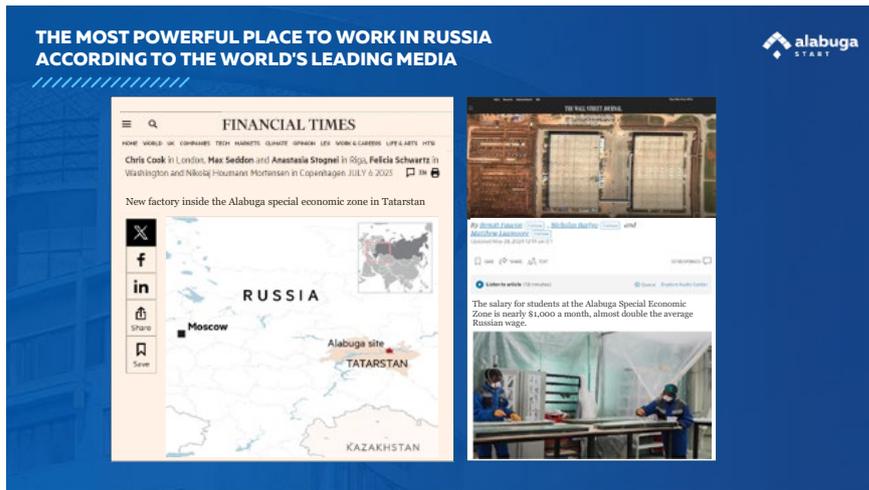
Représentation trompeuse de la nature du travail

Comme l'ont montré de précédentes enquêtes sur le programme Alabuga Start, les participantes ne sont pas informées de la nature des produits que la majorité d'entre elles contribueront à fabriquer. L'analyse des documents divulgués par l'Institut pour la science et la sécurité internationale (mentionné plus haut dans ce rapport) a permis de conclure, qu'en raison des besoins en main-d'œuvre définis dans l'accord sur les drones Shaded, jusqu'à 90% des participantes au programme Alabuga Start seraient destinées à travailler dans la production de drones⁸². Ce qui a été confirmé lors d'un entretien avec un étudiant d'Alabuga Polytech⁸³. Des étudiants ont aussi déclaré que la production de drones était devenue « presque le seul objectif » de l'université⁸⁴.

Le matériel publicitaire d'Alabuga offre des descriptions euphémiques ou génériques d'un travail en tant qu'« opératrice de production » ou de « technicienne », sans précision sur la nature des lignes de production. Une brochure d'Alabuga, datée de 2024, met en avant des titres du *Financial Times* et du *Wall Street Journal* pour étayer l'affirmation selon laquelle le site est « l'endroit le plus puissant où travailler en Russie, selon les plus

grands médias internationaux »⁸⁵. Les deux articles s'intéressaient en réalité à la production de drones sur le site et à la façon dont les recrues africaines sont exploitées pour les assembler. Dans le support promotionnel d'Alabuga les titres originaux ont été coupés, expurgant ainsi les informations critiques afin de présenter le programme sous un jour favorable (voir l'image ci-dessous).

La même stratégie promotionnelle s'applique au recrutement de l'école polytechnique. Un étudiant du Kirghizstan, qui a travaillé à la production de véhicules aériens sans pilote (UAV), a confirmé que les aspects classifiés des activités de l'université n'avaient jamais été mentionnés lors des réunions de recrutement, les étudiants n'étaient informés qu'après leur inscription⁸⁶.

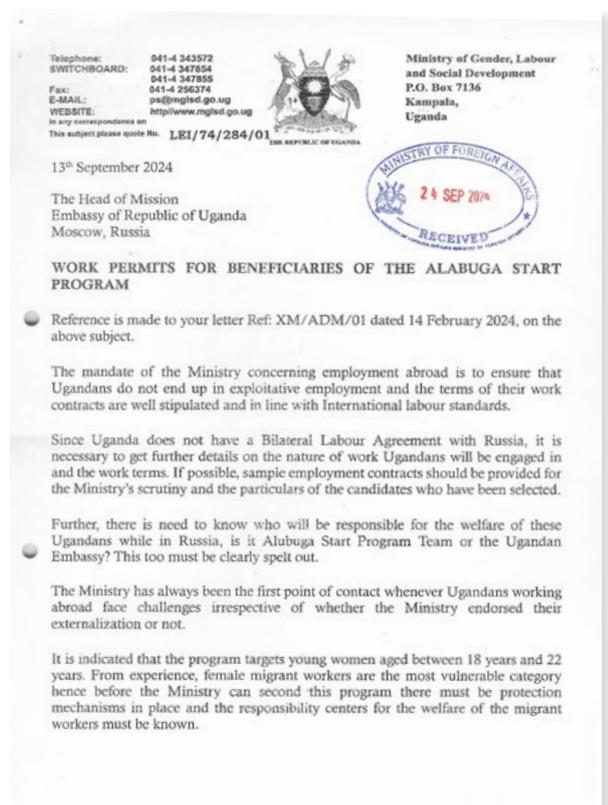


Des médias occidentaux ont publié des articles sur le rôle d'Alabuga dans la production de drones et l'exploitation de main-d'œuvre. Ces titres ont été utilisés dans les propres supports publicitaires d'Alabuga, après la suppression des références aux drones et aux mauvaises conditions de travail. Photo : Alabuga Start

Représentation trompeuse des opportunités de formation

Le programme Alabuga Start a parfois été présenté aux recrues comme un programme de formation en alternance ou une bourse d'études. La plupart du matériel promotionnel est accompagné de photos montrant des participantes en uniforme scolaire, renforçant cette ambiguïté⁸⁷. D'autres fois, on a dit aux recrues qu'elles pourraient poursuivre leurs études dans les universités russes à l'issue du programme. Mais, comme rapporté, ces opportunités ne se concrétiseraient pas. « Ils ne te donnent pas la possibilité de suivre les formations qu'ils avaient annoncées (...) quand tu arrives ici, il n'y a rien en réalité [en termes d'opportunités éducatives] », a témoigné une participante travaillant actuellement sur le site⁸⁸. Si le programme offre bien des cours de russe, elle a expliqué qu'elle, et d'autres participantes, avaient intégré le programme dans l'espoir de poursuivre des études universitaires.

Dans certains de ses supports promotionnels, le programme Alabuga Start a été décrit comme un programme d'études ou de bourses. Les participantes interrogées dans le cadre de cette enquête ont exprimé leur frustration face aux promesses d'opportunités de formation qui n'ont pas été tenues. Photo : Ministère nigérian de l'Éducation.



Une autre ancienne participante a affirmé que ses « attentes à Alabuga n'ont pas été satisfaites », ajoutant qu'il s'agit exclusivement d'un programme de travail, sans aucune des opportunités de formation promises⁸⁹.

Selon un autre étudiant, les recrues étrangères sont généralement assignées à des tâches non qualifiées, tandis que les postes spécialisés sont réservés aux Russes : « Les étrangères ont généralement des emplois qui ne requièrent ni qualification ni connaissances particulières. Tandis que nous [les étudiants russes] pouvons toujours obtenir quelque chose en lien avec nos spécialisations, quelque chose d'intéressant. Les étudiantes étrangères finissent généralement dans des entrepôts ou au nettoyage »⁹⁰.

Des conditions de travail relevant de l'exploitation sur le site

Les étudiants d'Alabuga Polytech ont raconté se sentir piégés dans leur travail sur la chaîne de production des drones. Ils ont rapporté une charge de travail très importante et de longues heures imposées par la direction. « Les étudiants peuvent être malmenés », a affirmé l'un d'eux. « Les heures supplémentaires ne sont pas payées. Et où iraient-ils ? S'ils partent, ils doivent rembourser « l'investissement » que l'université a fait à leur égard »⁹¹. Ce remboursement d'investissement s'apparente en réalité une amende pour abandon.

D'après les témoignages de participantes, les travailleuses migrantes d'Alabuga Start subissent les mêmes pressions que les étudiants, mais sont plus vulnérables face aux menaces d'expulsion. « Si nos étudiants [russes] peuvent encore, d'une certaine façon, refuser ou choisir une alternative, les étudiantes étrangères ont peur d'être expulsées », a indiqué un étudiant russe. « Elles acceptent tout. Tout le monde [signe] un contrat avec l'école polytechnique qui prévoit des sanctions en cas d'expulsion. Elles peuvent donc se voir facilement imposer des heures de travail supplémentaires, et les filles ne peuvent rien y faire... »⁹²

Les risques pour la santé s'ajoutent à ceux posés par des heures de travail excessives et potentiellement non rémunérées. Une participante a décrit les effets de l'exposition à des produits chimiques sur l'une des chaînes de production, affirmant qu'ils causaient des saignements de nez persistants et des irritations cutanées⁹³. Des participantes ayant témoigné auprès de l'Associated Press en octobre 2024 ont fait des déclarations similaires⁹⁴.

Les communications des travailleuses contrôlées

Plusieurs participantes au programme Alabuga Start ont répondu aux messages de sollicitation d'entretiens en disant ne pas pouvoir parler aux chercheurs ou journalistes, ou ont suggéré que la décision de parler à des parties extérieures relevait des responsables des ressources humaines de la ZES d'Alabuga. Ce contrôle des communications s'applique également aux étudiants de Polytech. « Si les RH découvrent que quelqu'un vous parle [à un chercheur] sans autorisation, cela pourrait affecter tous les étudiants »⁹⁵, a déclaré l'un d'eux. De précédentes enquêtes sur Alabuga avaient fait le même constat, dénonçant une surveillance constante des participantes par la direction⁹⁶.

Étant donné la nature sensible de la production de drones, les étudiants seraient tenus de signer des accords de confidentialité concernant des projets spécifiques, notamment ceux liés à la production d'UAV⁹⁷. Un étudiant âgé de 16 ans a rapporté que ses parents avaient également dû signer l'accord quand il a été recruté. Le non-respect de cet engagement expose à de lourdes sanctions financières⁹⁸.

Toutefois, les informations rapportées sur le rôle et les actions des responsables RH d'Alabuga vont au-delà de la simple protection des secrets de l'entreprise, ou d'accords standards de confidentialité, suggérant un niveau excessif de surveillance et un harcèlement des participantes.

Des accusations de racisme et de harcèlement des travailleuses africaines

Des témoignages sur les conditions de travail difficiles dans la ZES ont été partagés sur un canal de dénonciation lancé sur Telegram par des étudiants d'Alabuga Polytech. Parmi ces témoignages, figurent des accusations de racisme et de harcèlement à l'encontre des travailleuses africaines. « La direction de l'école reste silencieuse » face à ces accusations, dénonce la chaîne Telegram. « Les étudiantes originaires du continent africain sont constamment harcelées, y compris parfois sexuellement. Nous appelons les médias à prêter attention à ce phénomène ». D'autres étudiants interrogés ont également rapporté des problèmes de xénophobie⁹⁹. Un étudiant ayant contribué à la chaîne Telegram a indiqué que les relations entre les étudiants russes et africains s'étaient améliorées mais que le problème persistait¹⁰⁰.

Les risques sécuritaires liés au travail sur une cible militaire

Les publicités pour le programme d'Alabuga insistent sur le fait que la Russie est un lieu de travail sûr. Comme déjà indiqué, il n'est jamais fait mention du fait que les participantes travaillent sur un site de production militaire lié à l'invasion de l'Ukraine. Il s'agit pourtant d'un facteur très important pour la sécurité des travailleuses, d'autant que la ZES a été à plusieurs reprises la cible d'attaques de drones ukrainiens visant à interrompre la production de drones de la Russie.

La ZES a été frappée par des drones ukrainiens en avril 2024, un incident au cours duquel plusieurs travailleuses africaines ont été blessées. La frappe a touché un des dortoirs où sont logées les participantes au programme. Alabuga Start a publié une vidéo dans laquelle une employée kenyane affirme qu'elle et ses collègues ne se laisseraient pas intimider par les menaces ukrainiennes¹⁰¹. En décembre 2024, des médias locaux et des chaînes Telegram ont rapporté que le site d'Alabuga avait dû être évacué¹⁰², le jour où des frappes ukrainiennes ont touché Kazan, la grande ville la plus proche¹⁰³. Quelques jours plus tard, les services de renseignement ukrainiens ont indiqué qu'un entrepôt d'Alabuga où étaient stockées des pièces de drones avait été détruit par un incendie qualifié de « mystérieux »¹⁰⁴. La ZES d'Alabuga ne semble pas avoir communiqué sur l'incident. Les drones ukrainiens ont à nouveau ciblé le site le 23 avril 2025¹⁰⁵.

Cacher aux travailleuses migrantes les activités relatives à la production de drones dans la ZES d'Alabuga, les empêche de prendre une décision éclairée quant aux risques potentiels liés au travail – notamment les risques de frappes militaires de représailles – et les rend parties prenantes à un conflit avec lequel elles n'ont par ailleurs aucun lien.



Les destructions causées par une frappe de drone sur le site d'Alabuga en avril 2024, qui a touché un dortoir et blessé plusieurs travailleuses africaines. Photo : Réseaux sociaux

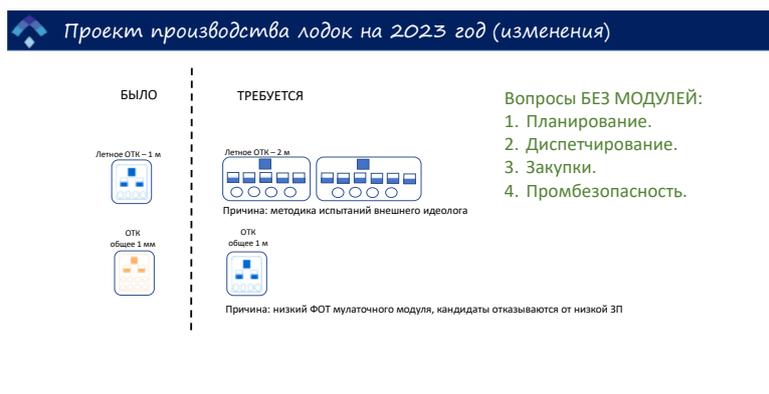
Des informations contradictoires sur les salaires

Certaines informations concernant Alabuga Start soutiennent que les participantes sont moins bien rémunérées que ce qui leur avait été promis. Une travailleuse ougandaise a déclaré au journal *New Vision* : « Les heures de travail sont plus nombreuses et le salaire n'est pas de 700\$ US comme on nous l'avait promis (...) De plus, [le salaire] fait l'objet de nombreuses retenues, y compris pour le logement ». Aucune participante interrogée lors de notre enquête n'a corroboré cette déclaration, décrivant plutôt un salaire juste suffisant pour couvrir les dépenses quotidiennes de base¹⁰⁶. Toutefois, les témoignages sur les rémunérations étaient contradictoires. Une participante originaire d'Afrique de l'Est a affirmé que le niveau de salaire de base avait été augmenté ces derniers mois, de 300\$ à 500\$ US¹⁰⁷.

Une découverte surprenante est que les étudiants d'Alabuga Polytech pourraient être moins bien payés que les participantes au programme, malgré les déclarations des responsables d'Alabuga selon lesquelles celles-ci sont recrutées pour être une main-d'œuvre moins coûteuse. Dans l'un des documents relatifs à l'accord avec Sahara Thunder divulgué par le réseau PRANA, Alabuga note que son taux de travailleuses « mulâtres » est trop faible, car ils ont des difficultés à attirer des candidates pour des postes peu rémunérés¹⁰⁸. Un étudiant originaire du Kirghizstan a affirmé que les travailleuses migrantes étaient payées trois fois plus que les étudiants techniques en première année. En tant que spécialiste junior travaillant sur la conception de produits, il gagne entre 8 000 et 16 000 roubles (environ 100\$ à 200\$ US) par mois¹⁰⁹. Il n'est pas clair si cette différence tient à leur statut d'étudiants plutôt que d'employés.

Des documents de la direction de la ZES d'Alabuga expliquent comment les travailleuses africaines doivent être employées pour la production de drones. Ce document souligne les difficultés rencontrées pour attirer de la main-d'œuvre migrante en raison des faibles salaires offerts à Alabuga.

Source : PRANA network



Une affaire de traite des personnes ?

La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée définit la traite des personnes comme le fait de recruter ou de transporter une personne, en recourant à la contrainte ou à la tromperie, dans le but de l'exploiter.¹¹⁰ Sur le plan juridique, la définition est la suivante : « L'expression «traite des personnes» désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. »¹¹¹

Alabuga a manifestement recouru à une forme de tromperie quant à la nature des emplois proposés aux recrues (comme expliqué dans les sections précédentes). Cela dit, certains aspects du travail présenté aux candidates sont conformes à la réalité – et donc non trompeurs – notamment certains

types d'activités de production ou d'autres tâches associées, ainsi que les cours de russe proposés. Comme on l'a vu plus haut, le programme comprend des éléments de coercition, et repose sur l'exploitation de la vulnérabilité de jeunes travailleuses migrantes pour leur faire accepter des tâches que d'autres (y compris des employés russes présents sur le site) refusent d'accomplir. Concernant le critère d'exploitation, les femmes sont soumises à ces conditions de travail contraignantes afin d'assurer la rentabilité de l'usine et de maintenir la production dans le cadre de l'effort de guerre de la Russie. Cela étant, certaines participantes ont indiqué avoir accepté les conditions de travail et la rémunération offertes par le programme, et toutes ne se considèrent pas comme exploitées. De plus, les participantes peuvent quitter le programme à la fin de leur contrat de deux ans, ce qu'ont confirmé d'anciennes recrues interrogées dans le cadre de cette étude.

Les lanceurs d'alerte et les enquêtes journalistiques sur Alabuga ont permis de mettre en lumière une grande partie de ces éléments. Sur la base des informations disponibles, il serait inexact de qualifier la situation de cas manifeste de traite des personnes ; il s'agirait plutôt d'un cas d'exploitation reposant sur la tromperie. Cela ne justifie pas une remise en cause totale des droits des participantes, mais il s'agit néanmoins d'un environnement de travail abusif. Cela se reflète dans la diversité des témoignages recueillis, qui vont du sentiment d'exploitation à une acceptation des conditions proposées. ■

Réactions dans les pays d'origine des recrues aux accusations d'exploitation

Les accusations d'exploitation au sein du programme Alabuga Start prennent de l'ampleur à l'étranger. Si elles ont d'abord été révélées par les médias russes indépendants, puis traitées par les médias ukrainiens et occidentaux, elles sont aussi désormais de plus en plus discutées dans les pays ciblés pour le recrutement, comme par exemple dans les médias ougandais¹¹², éthiopiens¹¹³ et du Malawi¹¹⁴. Ainsi, il semble que l'attention publique grandissante concernant le programme, et les preuves s'accumulant sur les conditions de travail abusives, aient alerté les agences gouvernementales en Afrique et les partenaires locaux de recrutement d'Alabuga.

Au Burkina Faso, une première vague de recrutement avait été annoncée en 2023. Il semble que plusieurs ressortissants burkinabés se soient rendus sur le site pour travailler, mais que la seconde vague de recrutement planifiée ait été suspendue. Le ministère et l'université où Alabuga Start avait précédemment tenu des événements n'ont pas souhaité commenter la situation du recrutement au Burkina Faso. Toutefois, un représentant du gouvernement a déclaré que le programme avait été une « déception » et que le gouvernement burkinabé avait décidé de le suspendre, ainsi que de ne plus le commenter, pour ne pas nuire à ses relations de travail étroites avec la Russie¹¹⁵.

En Ouganda, la société civile et le gouvernement ont exprimé des inquiétudes. En tant qu'ancien secrétaire chargé des affaires internationales de l'Association nationale des étudiants d'Ouganda, Alex Odur a été approché par des responsables d'Alabuga. S'inquiétant du fait que le programme puisse présenter un risque d'exploitation des jeunes, M. Odur a proposé au gouvernement de mettre en place un mécanisme qui permettrait de responsabiliser l'exportateur de main-d'œuvre (en l'occurrence Alabuga). M. Odur a indiqué que ces propositions avaient été discutées lors de réunions auxquelles ont participé l'association des étudiants, le Conseil national de la jeunesse et des membres du ministère de l'Égalité des sexes, du travail et du développement social¹¹⁶. En septembre 2024, le ministère a

demandé à l'ambassade d'Ouganda en Russie de clarifier les mesures de protection en vigueur pour les Ougandaises travaillant à Alabuga : « Ce programme cible les jeunes femmes de 18 à 22 ans. D'expérience, les travailleuses migrantes sont la catégorie la plus vulnérable (...) Des mécanismes de protection doivent être mis en place », indiquait la lettre. Cette dernière appelait à ce que « la signature d'un accord bilatéral sur le travail » avec la Russie soit accélérée. Un tel accord exigerait que les entreprises russes fassent appel à des agences de recrutement agréées en Ouganda et qui pourraient être tenues légalement responsables du bien-être des citoyens employés à l'étranger¹¹⁷.

Au Kenya et en Tanzanie, les révélations sur l'exploitation de main-d'œuvre à Alabuga ont également suscité des réactions. Selon une source proche de la fondation BDADI à Dar es Salam, des responsables du gouvernement ont interrogé la direction de la fondation à propos de son rôle dans le recrutement d'Alabuga¹¹⁸. Au Kenya, des agents de la Direction des enquêtes criminelles ont interrogé des responsables au département de l'immigration sur la façon dont les recrues d'Alabuga ont obtenu des passeports pour quitter le pays¹¹⁹.

Il n'est pas certain que des mesures seront prises en Ouganda, au Kenya ou en Tanzanie pour interrompre le recrutement, comme cela semble avoir été le cas au Burkina Faso, mais la question s'est assurément politisée. Des responsables kényans et tanzaniens auraient eu des discussions avec la Russie concernant la conclusion d'un accord bilatéral sur le travail, à l'instar de leurs homologues ougandais, et dans le cadre duquel s'inscrirait le programme Alabuga Start¹²⁰. Par ailleurs, comme mentionné précédemment, il semble que certains anciens partenaires de recrutement d'Alabuga, y compris en Ouganda et au Burkina Faso, prennent leurs distances avec le programme.



LA ZES D'ALABUGA ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE RUSSE

La ZES d'Alabuga est une entreprise privée mais elle a néanmoins des liens étroits avec le gouvernement. La ZES est entièrement détenue par le ministère des Terres et des relations foncières de la République du Tatarstan. Elle a été créée en 1998 dans le cadre d'une initiative gouvernementale pour attirer les investissements dans la région¹²¹. La ZES d'Alabuga est l'actionnaire exclusif d'Alabuga Machinery, l'entreprise engagée par Sahara Thunder pour produire les drones Shaded. Le gouvernement russe a également prêté à Alabuga Machinery la grande majorité des fonds nécessaires pour financer l'accord sur les drones Shaded conclu avec Sahara Thunder¹²². Le président de la République du Tatarstan, Roustam Minnikhanov, a apporté tout son soutien au projet de la ZES d'Alabuga et à l'initiative de production de drones¹²³. Il a discuté du « succès » de la ZES d'Alabuga avec le président Vladimir Poutine lors d'une visite en mars 2025¹²⁴.

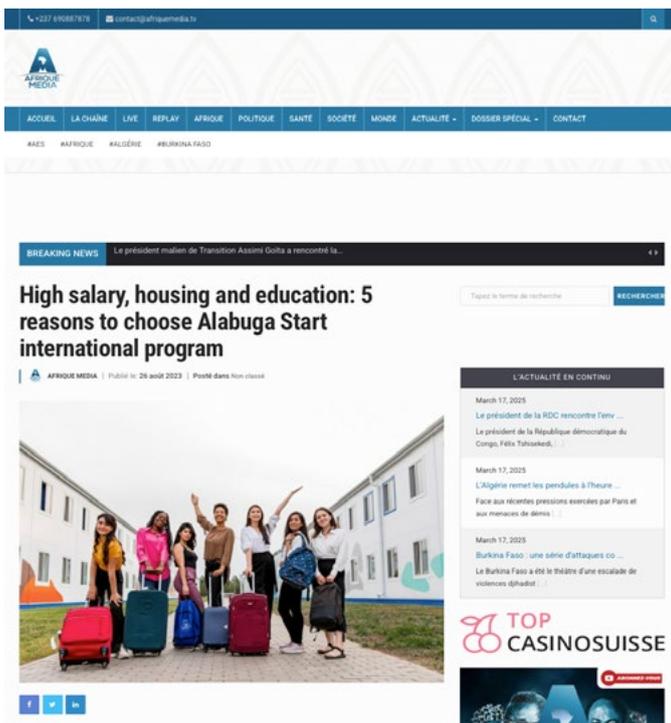
Le rôle d'Alabuga en tant qu'entité privée travaillant dans les intérêts de l'État, et avec son soutien, est un exemple de la relation plus large qui s'est développée entre les secteurs public et privé en Russie ces dernières années. Sous l'administration de Poutine, un système pouvant être décrit comme un secteur public-privé « hybride » s'est développé, dans lequel des entreprises privées et des entrepreneurs assument une partie du rôle de l'État et travaillent à la réalisation de ses objectifs. L'un des exemples les plus notoires de ce système est celui des activités du groupe Wagner en Afrique, qui servait à la fois les intérêts de la politique étrangère russe et des objectifs de profits. Wagner était composé d'un réseau d'entreprises privées faisant partie de l'empire commercial de son fondateur, Evgueni Prigojine. On a beaucoup écrit sur le fait que, sous le contrôle de Prigojine, Wagner n'était « ni *simplement* une organisation commerciale, ni *simplement* un proxy du Kremlin, mais une combinaison des deux »¹²⁵.

Alabuga Machinery entretient une relation directe avec le ministère russe de la Défense : elle en est le fournisseur, et son programme de drones est financé par le gouvernement russe. De la même façon, dans le cas d'Albatross, l'entreprise est responsable de la production des drones de reconnaissance qui sont vendus à la société holding de la ZES d'Alabuga, et ensuite revendus aux forces armées russes¹²⁶. Cet arrangement permet au gouvernement russe de minimiser les coûts (tout en enrichissant les individus influents qui contrôlent ces commerces). Il permet aussi la continuité d'un certain niveau de dénégation et de minimiser le risque politique, dans la mesure où ce sont les entreprises privées, et non le gouvernement directement, qui concluent des contrats avec des producteurs iraniens et chinois.

Le chef de la République du Tatarstan, Roustam Minnikhanov, discute du « succès » de la ZES d'Alabuga avec Poutine, en mars 2025. Cette photo a été partagée par le programme Alabuga Start parmi ses supports promotionnels. Photo : Alabuga ZES sur Telegram

Cette étude n'a pas trouvé de preuves directes qui suggèrent que le programme d'Alabuga visant à recruter des travailleuses migrantes à l'étranger, y compris dans des pays africains, soit une initiative pilotée par l'État. Des sources bien informées de l'engagement de la Russie en Afrique considèrent qu'il s'agit plus probablement d'une stratégie commerciale propre à Alabuga, pour pallier la pénurie de main-d'œuvre au Tatarstan. Toutefois, cette initiative est alignée avec les intérêts stratégiques de la Russie, qui veut accroître sa présence à l'étranger, notamment dans des pays d'Afrique, et a souvent recouru à des entreprises privées pour atteindre ces objectifs (y compris dans le cas de Wagner).

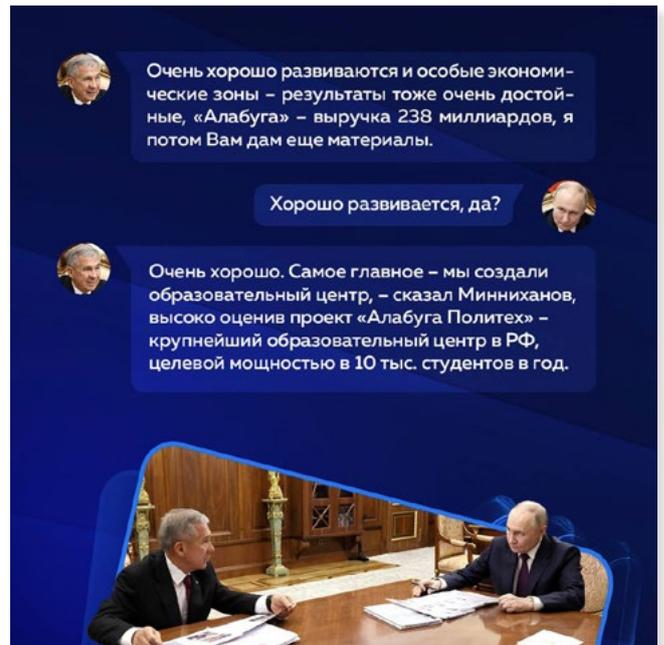
Alabuga Start paraît cependant avoir bénéficié des réseaux diplomatiques et de la présence de la Russie à l'étranger. D'après des sources liées aux activités de recrutement d'Alabuga en Tanzanie, ses chasseurs de têtes ont été aidés dans leur recherche de candidates par des fonctionnaires de l'ambassade de Russie. Un événement de recrutement a également été organisé dans la « maison russe », à Dar es Salam. Plusieurs de ces centres culturels opèrent en Afrique comme des organisations non-gouvernementales. Elles entretiennent des liens étroits avec Rossotrudnichestvo, l'agence russe pour la coopération internationale, selon des analyses de l'*Africa Report*, qui les décrit comme le « nouvel instrument de *soft power* de Moscou »¹²⁷. Une jeune femme recrutée par Alabuga a été interviewée à la Maison russe de Bangui, en République centrafricaine¹²⁸, dans une vidéo partagée sur « Smile and Wave », une chaîne



d'information Telegram pro-russe, centrée sur l'Afrique et dirigée par un ancien associé d'Evgueni Prigojine¹²⁹. La Maison russe de Bangui était auparavant dirigée par Dmitri Sytyii, un agent influent du groupe Wagner en République centrafricaine¹³⁰. Étant donné le rôle majeur de *proxy* russe joué par Wagner en Afrique, il n'est pas surprenant qu'il y ait des chevauchements avec les réseaux qui entouraient Prigojine et les facilitateurs d'Alabuga Start.

Le programme peut donc être considéré comme faisant partie de cet effort plus large de la Russie pour s'impliquer en Afrique et dans le monde, alors qu'elle a plutôt été un pari diplomatique ces dernières années. Les ambassades et centres culturels russes ont promu le programme Alabuga Start comme une forme d'échange économique et culturel.

Un article sur Alabuga Start partagé par Afrique Média, un média présenté comme une voix pro-Kremlin en Afrique et lié à l'ancien chef de Wagner, Evgueni Prigojine. Photo : Afrique Media





CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les programmes de recrutement de la ZES d'Alabuga constituent une exploitation de la main-d'œuvre juvénile et migrante pour soutenir l'économie de guerre russe. Il s'agit d'un arrangement très irrégulier qui montre jusqu'où la Russie doit aller pour maintenir ses chaînes d'approvisionnement militaire. Il existe un décalage évident entre les promesses alléchantes de la campagne de marketing imaginée pour les jeunes femmes, originaires principalement du Sud global, et les dures réalités des conditions de travail, mais aussi la tromperie, la coercition et les risques sécuritaires auxquels ce travail les expose. En cachant la véritable nature du rôle d'Alabuga dans la production de drones militaires, il prive les potentielles recrues de la possibilité de prendre une décision éclairée sur le travail dans lequel elles s'engagent en tant que candidates.

Les pays d'origine des recrues d'Alabuga Start – en Afrique, Asie et Amérique latine – se retrouvent dans une situation politique très délicate. Beaucoup de ces pays bénéficient de l'externalisation de la main-d'œuvre et en font un élément de leur politique officielle. Cela peut leur apporter des revenus grâce aux transferts de fonds des membres de la diaspora, mais aussi participer à réduire les hauts taux de chômage chez les jeunes et permettre aux citoyens d'accéder à des opportunités de formation et de qualification. Lorsqu'il est considéré de bonne foi (comme un programme d'une entreprise à priori légitime ayant des liens étroits avec un gouvernement étranger), il est aisé de comprendre pourquoi Alabuga Start apparaît comme une proposition attrayante à promouvoir pour les gouvernements et les organisations de la société civile. Ce phénomène intervient dans un contexte géopolitique où de nombreux autres pays ferment leurs portes aux travailleurs migrants.

Mais l'externalisation de la main-d'œuvre présente aussi des risques, car ces travailleurs migrants peuvent être exploités par leurs employeurs à l'étranger, en dehors de la juridiction de leurs pays et loin de toute assistance diplomatique. On trouve malheureusement des exemples de ce phénomène dans le monde entier, comme l'exploitation de travailleurs migrants africains dans les pays du Golfe, ainsi que des cas de travail forcé et de servitude domestique. Alabuga Start n'est qu'un exemple de la problématique beaucoup plus large de la vulnérabilité des travailleurs migrants venant des pays en développement.

Des pays comme l'Ouganda ont mis en place des cadres juridiques pour soutenir les travailleurs à l'étranger en réglementant les agences de recrutement et pouvoir les tenir responsables du bien-être de leurs recrues. Cependant, dans le cas d'Alabuga, qui n'a pas réalisé son recrutement via ces canaux

officiels mais plutôt par l'intermédiaire d'individus et partenaires influents, de la publicité en ligne et via des organisations politiques et culturelles pro-russes, ces cadres juridiques ne permettent pas de tenir les intermédiaires responsables.

Certains des pays source ont également des relations étroites et de longue date avec la Russie – ou du moins coopèrent avec elle en tant que puissance internationale – et tentent de naviguer dans un paysage géopolitique toujours plus polarisé. Les pays d'origine de ces travailleuses migrantes sont donc confrontés au défi de protéger leurs citoyennes contre toute exploitation et abus, tout en maintenant cette relation diplomatique délicate.

Cependant, il existe désormais suffisamment d'éléments à charge contre Alabuga Start – fruits de cette enquête approfondie et d'autres menées par des médias et groupes de recherche internationaux – pour justifier que les parties prenantes mettent en place des mesures, en suivant les recommandations ci-dessous.

Recommandations

Pour les pays où des participantes au programme Alabuga Start ont été recrutées :

- À travers les ambassades en Russie, identifier et contacter les participantes au programme pour s'assurer de leur bien-être.
- Mandater les ministères qui ont un rôle dans la supervision des droits des travailleurs migrants à l'étranger pour enquêter sur le programme et les garanties offertes aux participantes.
- Identifier les intermédiaires locaux, exiger qu'ils cessent de promouvoir le programme et demander des informations concernant leurs relations professionnelles avec Alabuga Start.
- Empêcher l'octroi de documents de voyage permettant aux recrues d'Alabuga Start de participer au programme.
- Sensibiliser la société civile, les médias et le public aux risques potentiels encourus par les participantes.

Pour les partenaires internationaux :

- Échanger avec les pays d'origine des participantes au programme et partager des informations sur la nature de la ZES d'Alabuga, son rôle dans l'économie de guerre et son traitement des travailleuses migrantes.
- Sensibiliser la société civile, les médias et le public aux risques potentiels encourus par les participantes.
- Soutenir le développement d'autres opportunités d'emploi et de formation pour les travailleuses migrantes.

ANNEXE :

PAYS D'ORIGINE DES RECRUES D'ALABUGA

Pays d'origine des recrues déjà arrivées dans la ZES d'Alabuga

Afrique du Sud
 Algérie
 Azerbaïdjan
 Bélarus
 Bénin
 Botswana
 Burkina Faso
 Colombie
 Éthiopie
 Gambie
 Ghana
 Kazakhstan
 Kenya
 Kirghizistan
 Lesotho
 Mali
 Mozambique
 Nigeria
 Ouganda
 Ouzbékistan
 République centrafricaine
 Rwanda
 Sierra Leone
 Soudan du Sud
 Sri Lanka
 Tadjikistan
 Tanzanie
 Tunisie
 Zambie
 Zimbabwe

Pays ciblés par Alabuga Start pour le recrutement

Afrique du Sud	Guyana	Ouzbékistan
Algérie	Honduras	Pakistan
Angola	Île Maurice	Panama
Argentine	Inde	Paraguay
Arménie	Indonésie	Pérou
Azerbaïdjan	Jamaïque	Philippines
Bangladesh	Jordanie	République
Bélarus	Kazakhstan	centrafricaine
Bénin	Kirghizistan	République démocratique
Bolivie	Laos	du Congo
Botswana	Liban	République dominicaine
Brésil	Lesotho	Rwanda
Burkina Faso	Libye	Salvador
Burundi	Madagascar	Sénégal
Cambodge	Malaisie	Sierra Leone
Cameroun	Malawi	Somalie
Chili	Mali	Soudan du Sud
Costa Rica	Maroc	Sri Lanka
Côte d'Ivoire	Mauritanie	Tadjikistan
Cuba	Mexique	Tanzanie
Djibouti	Moldavie	Tchad
Équateur	Mozambique	Thaïlande
Égypte	Myanmar	Tunisie
Éthiopie	Namibie	Uruguay
Gabon	Népal	Venezuela
Gambie	Nicaragua	Viêt Nam
Ghana	Niger	Zambie
Guinée	Nigeria	Zimbabwe
Guinée-Bissau	Ouganda	

NOTES

- 1 Mark Galeotti, *Gangsters at war: Russia's use of organized crime as an instrument of statecraft*, GI-TOC, novembre 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/gangsters-at-war-russias-use-of-organized-crime-as-an-instrument-of-statecraft>.
- 2 Mark Galeotti et Anna Arutunyan, *Rebellion as racket: Crime and the Donbas conflict, 2014–2022*, GI-TOC, juillet 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/donbas-conflict-crime/>.
- 3 Mark Galeotti, *Gangsters at war: Russia's use of organized crime as an instrument of statecraft*, GI-TOC, novembre 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/gangsters-at-war-russias-use-of-organized-crime-as-an-instrument-of-statecraft>.
- 4 Алабуга: Иранские дроны по франшизе, Protokol, 3 juillet 2023, <https://protokol.band/2023/07/03/alabuga-iranskie-drony>.
- 5 Emma Burrows et Lori Hinnant, *Africans recruited to work in Russia say they were duped into building drones for use in Ukraine*, AP News, 10 octobre 2024, <https://apnews.com/article/russia-ukraine-war-drones-shahed-africans-11602ab837f0ff4635926d884b422185>; Benoit Faucon, Nicholas Braiyo et Matthew Luxmoore, *The Russian drone plant that could shape the war in Ukraine*, *The Wall Street Journal*, 28 mai 2024, <https://www.wsj.com/world/the-russian-drone-plant-that-could-shape-the-war-in-ukraine-7abd5616>.
- 6 *A Russian factory is using underage workers to assemble Iranian 'suicide' drones destined for Ukraine*, Radio Free Europe/Radio Liberty, 12 août 2023, <https://www.rferl.org/a/russia-iran-suicide-drones-assembled-underage-students-ukraine/32545386.html>.
- 7 Emma Burrows et Lori Hinnant, *Africans recruited to work in Russia say they were duped into building drones for use in Ukraine*, AP News, 10 octobre 2024, <https://apnews.com/article/russia-ukraine-war-drones-shahed-africans-11602ab837f0ff4635926d884b422185>.
- 8 ONUDC, information sur la traite des personnes, disponible à : <https://www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/crime.html>.
- 9 Алабуга: Иранские дроны по франшизе, Protokol, 3 juillet 2023, <https://protokol.band/2023/07/03/alabuga-iranskie-drony>; Emma Burrows et Lori Hinnant, *Africans recruited to work in Russia say they were duped into building drones for use in Ukraine*, AP News, 10 octobre 2024, <https://apnews.com/article/russia-ukraine-war-drones-shahed-africans-11602ab837f0ff4635926d884b422185>.
- 10 Алабуга: Иранские дроны по франшизе [Alabuga: Iranian drones under franchise], Protokol, 3 juillet 2023, <https://protokol.band/2023/07/03/alabuga-iranskie-drony>.
- 11 Igor Anokhin et Spencer Faragasso, *Updated analysis of Russian Shahed 136 deployment against Ukraine*, Institute for Science and International Security, 5 mars 2025, <https://isis-online.org/isis-reports/detail/updated-analysis-of-russian-shahed-136-deployment-against-ukraine>.
- 12 Annabelle Timsit et al, *What are kamikaze drones? Here's how Russia and Ukraine are using them*, *The Washington Post*, 18 octobre 2022, <https://www.washingtonpost.com/world/2022/10/17/kamikaze-drones-russia-ukraine>.
- 13 Разработчик сообщил о применении в зоне спецоперации 50 комплексов-разведчиков "Альбатрос", TASS, 23 juin 2023, <https://tass.ru/armiya-i-opk/18093899>.
- 14 Département du Trésor des États-Unis, *Treasury targets networks facilitating illicit trade and UAV transfers on behalf of Iranian military*, 25 avril 2024, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy2295>; Iran Watch, MODAFL, novembre 2019, <https://www.iranwatch.org/iranian-entities/ministry-defense-armed-forces-logistics-modaf>.
- 15 Les documents relatifs à cette transaction ont été consultés par les chercheurs du GI-TOC.
- 16 Dalton Bennett et Mary Ilyushina, *Inside the Russian effort to build 6,000 attack drones with Iran's help*, *The Washington Post*, 17 août 2023, <https://www.washingtonpost.com/investigations/2023/08/17/russia-iran-drone-shahed-alabuga>.
- 17 Clare Sebastian et al, *Russia is intensifying its air war in Ukraine. A secretive factory is ramping up drone production to fuel the offensive*, CNN, 27 décembre 2024, <https://edition.cnn.com/2024/12/27/europe/russia-ukraine-war-drones-alabuga-factory-intl-invs/index.html>.
- 18 *Iran will help Russia build drones for Ukraine war, Western officials say*, *The Washington Post*, 19 novembre 2022, <https://www.washingtonpost.com/world/2022/11/19/iran-will-help-russia-build-drones-for-ukraine-war-western-officials-say/>.

- washingtonpost.com/national-security/2022/11/19/russia-iran-drones-secret-deal.
- 19 "В Кремле не подтвердили данные о договоренности РФ и Ирана по производству БПЛА, *Izvestia*, 21 novembre 2022, <https://iz.ru/1428795/2022-11-21/v-kremle-ne-podtverdili-dannye-o-dogovorennosti-rf-i-irana-po-proizvodstvu-bpla>.
 - 20 Les documents sont disponibles à <https://simorgh.io/data/SaharaThunder/>.
 - 21 David Albright, Sarah Burkhard et Spencer Faragasso, *Highlights of institute assessment of Alabuga drone documents supplied by Dalton Bennett at the Washington Post*, 17 août 2023, Institute for Science and International Security, <https://isis-online.org/isis-reports/detail/highlights-of-institute-assessment-of-alabuga-drone-documents>.
 - 22 Les documents sont disponibles à <https://simorgh.io/data/SaharaThunder/>.
 - 23 Алабуга. Производство смерти руками студентов, *Protokol*, 24 juillet 2023, <https://protokol.band/2023/07/24/alabuga-rukami-studentov/>.
 - 24 Ces documents ont été consultés par les chercheurs du GI-TOC.
 - 25 'It can fly for as long as you want' Russia selling Iran airships similar to the Chinese 'spy balloon' shot down over U.S., *leaked documents show*, *Meduza*, 22 mars 2024, <https://meduza.io/en/feature/2024/03/22/it-can-fly-for-as-long-as-you-want>. Des informations figurent également dans des documents relatifs à l'accord Sahara Thunder consultés et archivés par la GI-TOC.
 - 26 *How Iran moves sanctioned oil around the world*, *Reuters*, 7 janvier 2025, <https://www.reuters.com/graphics/IRAN-OIL/zjpnqngedmvx>.
 - 27 Tom Keatinge, *Developing bad habits: What Russia might learn from Iran's sanctions evasion*, *RUSI*, juin 2023, <https://static.rusi.org/developing-bad-habits-what-russia-might-learn-from-irans-sanctions-evasion.pdf>.
 - 28 Euan Ward et Farnaz Fassihi, *Iran ramps up drone exports, signaling global ambitions*, *The New York Times*, 28 juillet 2022, <https://www.nytimes.com/2022/07/28/world/middleeast/iran-drone-exports.html>.
 - 29 Sergey Kanev, *Operation "Cutter" and gold bars: How Iran became the hub of Russian espionage in the Middle East*, *The Insider*, 3 mars 2025, <https://theins.ru/en/inv/279304>
 - 30 See Albatross, *The Albatross company has opened production of unmanned aerial vehicles in the Alabuga SEZ*, 23 janvier 2023, <https://alb.aero/about/news/kompaniya-albatros-otkryla-proizvodstvo-bespilotnykh-vozdushnykh-sudov-v-oez-alabuga-/>.
 - 31 Chris Cook et al, *Russia deploys "Albatross" made in Iran-backed drone factory*, *Financial Times*, 6 juillet 2023, <https://www.ft.com/content/3135edf7-2b80-4df4-9923-b96382d2fee5>.
 - 32 Ces commentaires ont été formulés lors d'un forum sur l'industrie militaire russe où Albatross dévoilait son dernier prototype de drone Reaper-3000; voir : *Russian drone maker Albatross unveils new reconnaissance UAV prototype*, *DefenseMirror*, 9 septembre 2024, https://defensemirror.com/news/37635/Russian_Drone_Maker_Albatross_Unveils_New_Reconnaissance_UAV_Prototype.
 - 33 *War and Sanctions* – plateforme hébergée par le gouvernement ukrainien, informations sur Albatross : <https://war-sanctions.gur.gov.ua/uav/companies/9939>; *CYBINT. Взлом российского производителя БПЛА. Часть 1. Кто собирает «Герань-2»*, *Inform-Napalm*, 15 avril, 2024, <https://informnapalm.org/53002-geran-2-part-1>.
 - 34 Département du Trésor des États-Unis, *On second anniversary of Russia's further invasion of Ukraine and following the death of Aleksey Navalny, Treasury sanctions hundreds of targets in Russia and globally*, 23 février 2024, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy2117>; Inscription sur la liste des sanctions britanniques de la Alabuga Special Economic Zone Production and Industrial Type, février 2024, <https://search-uk-sanctions-list.service.gov.uk/designations/RUS2080/Entity>.
 - 35 Informations provenant du matériel publicitaire d'Alabuga Start, vu et archivé par la GI-TOC.
 - 36 Voir Mali Info Plus, accessible via Facebook, 24 août 2023, <https://web.archive.org/web/20241125194407/https://www.facebook.com/Maliinfoplus/posts/pfbid02eMXJg5ooQjUgcLgJpUSVvYnZTP2mitws5AWoSMYm2VSLbsWuWdyDyBRhecKj5uHSL>.
 - 37 Page Facebook partagée du ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi du Burkina Faso, 2023, https://web.archive.org/web/20241126164355/https://www.facebook.com/SportsJeunesseBurkina226/posts/614459997534183/?_rdr.
 - 38 Publié sur la chaîne Telegram d'Alabuga Start, 22 août 2024, <https://t.me/AlabugaStart/370> (archivé à <https://web.archive.org/web/20240925210257/https://t.me/AlabugaStart/370>).
 - 39 В ОЭЗ «Алабуга» начали приглашать на работу африканок и пакистанок, *Business Online*, 3 juin 2023, <https://www.business-gazeta.ru/news/596077>.
 - 40 Entretien avec un participant à Alabuga Start, 9 janvier 2025 ; entretien avec un blogueur agissant en tant que promoteur d'Alabuga Start, février 2025.
 - 41 Informations provenant du matériel publicitaire d'Alabuga Start, vu et archivé par la GI-TOC.
 - 42 Publié sur la chaîne Telegram d'Alabuga Start, 4 avril 2024, <https://t.me/AlabugaStart/11> (archivé à <https://archive.is/jBZKS>).
 - 43 В ОЭЗ «Алабуга» начали приглашать на работу африканок и пакистанок, *Business Online*, 3 juin 2023, <https://www.business-gazeta.ru/news/596077>; entretien avec un participant à Alabuga Start, 9 janvier 2025 ; entretien avec un blogueur faisant la promotion d'Alabuga Start, février 2025.
 - 44 Entretien avec un blogueur basé en Amérique latine qui fait la promotion d'Alabuga Start, février 2025.
 - 45 Entretien avec un étudiant russe à Alabouga Polytech, 4 février 2025.
 - 46 Entretien avec un blogueur basé en Amérique latine qui fait la promotion d'Alabuga Start, février 2025.
 - 47 Informations provenant du matériel publicitaire d'Alabuga Start, vu et archivé par la GI-TOC.
 - 48 Notre équipe de recherche a été en contact avec des participants originaires de pays d'Afrique et d'Asie du Sud, notamment du Sri

- Lanka, et en a identifié des dizaines d'autres en ligne grâce aux réseaux sociaux.
- 49 Publié sur la chaîne Telegram d'Alabuga Start, 25 mai 2024, <https://t.me/AlabugaStart/306> (archivé à <https://archive.is/MYLk1>).
- 50 Entretien avec un promoteur d'Alabuga Start, février 2025.
- 51 Benoit Faucon, Nicholas Braiyo et Matthew Luxmoore, *The Russian drone plant that could shape the war in Ukraine*, *The Wall Street Journal*, 28 mai 2024, <https://www.wsj.com/world/the-russian-drone-plant-that-could-shape-the-war-in-ukraine-7abd5616>.
- 52 Source au ministère kenyan des Affaires étrangères et de la Diaspora, février 2025.
- 53 *Alabuga programme accused of labour exploitation*, New Vision Uganda, 17 novembre 2024, https://www.newvision.co.ug/category/news/alabuga-programme-accused-of-labour-exploitation-NV_199742.
- 54 Entretien avec une source au sein de l'Association nationale des étudiants ougandais, mars 2025.
- 55 Voir, par exemple: <https://vm.tiktok.com/ZGdFM2VQ8>.
- 56 *High salary, housing and education: 5 reasons to choose Alabuga Start international program*, Afrique Media TV, 26 août 2023, <https://afriquemediatv.com/2023/08/26/high-salary-housing-and-education-5-reasons-to-choose-alabuga-start-international-program>.
- 57 Florine Mouano, *Carrière sans frontières : le programme Alabuga Start est un ticket pour le meilleur avenir ?*, Journal du Mali, 31 mai 2024, <https://www.journaldumali.com/carriere-sans-frontieres-le-programme-alabuga-start-est-un-ticket-pour-le-meilleur-avenir>.
- 58 Emma Burrows, *Tech firms remove social media accounts of a Russian drone factory after an AP investigation*, AP News, 18 octobre 2024, <https://apnews.com/article/alabuga-russia-africa-ukraine-war-shahed-drones-bc175c4c98d752dc298c23434637417e>.
- 59 Entretien avec un blogueur basé en Amérique latine qui fait la promotion d'Alabuga Start, février 2025.
- 60 Entretien avec un participant au programme Alabuga Start originaire d'Afrique de l'Est, 10 janvier 2025.
- 61 Entretien avec un intermédiaire de recrutement d'Alabuga en Afrique australe, 9 décembre 2024, sur Instagram. Entretien avec Mesbahur Rahman, recruteur pour Alabuga Start basé au Bangladesh, sur WhatsApp, 16 décembre 2024.
- 62 Publication de Michel Guy France Awana Ateba concernant Alabuga Start sur LinkedIn, décembre 2024, archivée à l'adresse <https://archive.ph/T1vb0>.
- 63 Entretien avec un représentant de l'association ARM « Les Amis de la Russie à Madagascar », 14 janvier 2025.
- 64 Cela inclut les intermédiaires d'Alabuga en Ouganda, au Bangladesh, en Tanzanie et en Gambie.
- 65 Kristina Silvan, *A Cold War youth festival ages well, but leaves too much unsaid*, OpenDemocracy, 21 novembre 2017, <https://www.opendemocracy.net/en/odr/a-cold-war-youth-festival-ages-well>.
- 66 Entretien avec un journaliste ougandais qui suivait les événements localement, 12 mars 2025.
- 67 Publié sur la chaîne Telegram d'Alabuga Start, 22 mai 2024, <https://t.me/AlabugaStart/304> (archivé à l'adresse <https://archive.is/DgjHk>).
- 68 Dans ses publications en ligne, la BDADI semble avoir participé à des forums religieux et destinés à la jeunesse, Dadi s'étant exprimé en tant que militant dans divers forums scolaires, universitaires et de la société civile. Plusieurs tentatives ont été faites pour interviewer des représentants de la BDADI à Dar es Salaam, le 15 mars 2024. Dadi et les membres de la fondation ont refusé de s'exprimer.
- 69 Entretien avec Cherukut Fred Toskin, Kampala, 13 février 2025.
- 70 Publié sur la chaîne Telegram d'Alabuga Start, 18 avril 2023, <https://t.me/AlabugaStart/28> (archivé à l'adresse <https://archive.is/hNDkK>).
- 71 Entretien avec Joseph Kazibwe, Kampala, février 2025.
- 72 Publié sur la chaîne Telegram d'Alabuga Start, 26 juin 2023, <https://t.me/AlabugaStart/79> (archivé à l'adresse <https://archive.is/xKhzv>).
- 73 *Russian SEZ offers internships to Sri Lankan youth*, Daily News Sri Lanka, 22 août 2023, <https://www.dailynews.lk/2023/08/22/featured/86010/russian-sez-offers-internships-to-sri-lankan-youth>.
- 74 Entretien avec un recruteur d'Alabuga basé en Afrique australe, 9 décembre 2024.
- 75 *Russian SEZ offers internships to Sri Lankan youth*, Daily News Sri Lanka, 22 août 2023, <https://www.dailynews.lk/2023/08/22/featured/86010/russian-sez-offers-internships-to-sri-lankan-youth>; publication de Gibril Faal de Smile Nation sur Facebook, 16 novembre 2024, <https://www.facebook.com/dijaygfaal/posts/pfbid036XWrweQULUzWLoxraShJY4Phvo2onMZdo94a3yA2sbT3QQF88ztoB7r6oKhg8Vvyl> (archivé à <https://archive.ph/nAC3P>).
- 76 Entretien avec un journaliste ougandais qui suivait les événements sur le terrain, 12 mars 2025.
- 77 Entretien avec Mesbahur Rahman, recruteur pour Alabuga Start basé au Bangladesh, sur WhatsApp, 16 décembre 2024.
- 78 Entretien avec un recruteur d'Alabuga basé en Afrique australe, 9 décembre 2024.
- 79 *Alabuga programme accused of labour exploitation*, New Vision Uganda, 17 novembre 2024, https://www.newvision.co.ug/category/news/alabuga-programme-accused-of-labour-exploitation-NV_199742.
- 80 Au Bangladesh, https://bmet.portal.gov.bd/sites/default/files/files/bmet.portal.gov.bd/notices/81f8a27e_fc61_4178_8313_139d7ed6edee/2023-04-27-10-16-dd09a82bad03257ce46d8f2f7b5c548d.pdf (archivé à <https://archive.ph/U6hdE>); et d'une plateforme du gouvernement nigérian, <https://education.gov.ng/wp-content/uploads/2022/03/RUSSIA-2022-SPECIAL-ECONOMIC-ZONE.pdf> (archivé à <https://archive.ph/k2kHm>).

- 81 Алабуга: Иранские дроны по франшизе [Alabuga: Iranian drones under franchise], Protokol, 3 juillet 2023, <https://protokol.band/2023/07/03/alabuga-iranskie-drony>.
- 82 Spencer Faragasso et David Albright, *Youth exploited for military drone production at the Alabuga Special Economic Zone*, 1 juillet 2024, <https://isis-online.org/isis-reports/detail/foreign-youth-exploited-for-military-drone-production-at-the-alabuga-specia>.
- 83 Entretien avec un étudiant russe à Alabouga Polytech, 4 février 2025.
- 84 Cela concorde avec les informations précédentes de Radio Free Europe/Radio Liberty : *A Russian factory is using underage workers to assemble Iranian 'suicide' drones destined for Ukraine*, 12 août 2023, <https://www.rferl.org/a/russia-iran-suicide-drones-assembled-underage-students-ukraine/32545386.html>.
- 85 Informations provenant du matériel publicitaire d'Alabuga Start, vu et archivé par la GI-TOC.
- 86 Entretien avec un étudiant d'Alabouga Polytech, 10 février 2025.
- 87 Informations provenant du matériel publicitaire d'Alabuga Start, vu et archivé par la GI-TOC.
- 88 Entretien avec un participant au programme Alabuga Start originaire d'Afrique de l'Est, 10 janvier 2025.
- 89 Entretien avec un ancien étudiant d'Alabuga dans un pays africain (identifiant supprimé pour des raisons de sécurité), janvier 2025.
- 90 Entretien avec un étudiant russe à Alabouga Polytech, 4 février 2025.
- 91 Entretien avec un étudiant d'Alabouga Polytech, 19 février 2025.
- 92 Entretien avec un étudiant russe à Alabouga Polytech, 4 février 2025.
- 93 Entretien avec un ancien étudiant d'Alabouga dans un pays africain, janvier 2025.
- 94 Emma Burrows et Lori Hinnant, *Africans recruited to work in Russia say they were duped into building drones for use in Ukraine*, AP News, 10 octobre 2024, <https://apnews.com/article/russia-ukraine-war-drones-shahed-africans-11602ab837f0ff4635926d884b422185>.
- 95 Entretien avec un étudiant d'Alabouga Polytech originaire du Kirghizistan, 6 février 2025.
- 96 For example: Алабуга. Производство смерти руками студентов, [Alabuga. Production of death by the hands of students], Protokol, 24 juillet 2023, <https://protokol.band/2023/07/24/alabuga-rukami-studentov>.
- 97 Entretien avec un étudiant d'Alabouga Polytech, 10 février 2025.
- 98 Ibid.
- 99 Entretien avec un étudiant russe à Alabouga Polytech, 4 février 2025.
- 100 Entretien avec un étudiant d'Alabouga Polytech, 8 février 2025.
- 101 Publié sur la chaîne Telegram d'Alabuga Start, 3 avril 2024, <https://t.me/AlabugaStart/254> (archivé à l'adresse <https://archive.ph/cQWkG>).
- 102 На предприятиях ОЭЗ «Алабуга» в Татарстане проходит эвакуация, Kazan First, 21 décembre 2024, <https://kazanfirst.ru/news/na-predpriyatiyah-oez-alabuga-v-tatarstane-prohodit-evakuacziya>.
- 103 *Ukraine hits Kazan buildings in latest display of drone power*, Radio Free Europe/Radio Liberty, 21 décembre 2024, <https://www.rferl.org/a/drones-attacks-kazan-russia-tatarstan/33248068.html>.
- 104 Publié sur Telegram par les services de renseignement du ministère ukrainien de la Défense, 23 décembre 2024, <https://t.me/DIUkraine/5074> (archivé à l'adresse <https://archive.ph/upe92>).
- 105 *Ukrainian strike damages Russian drone production site in Tatarstan*, Kyiv says, Reuters, 23 avril 2025, <https://www.reuters.com/world/europe/ukrainian-strike-damages-russian-drone-production-site-tatarstan-kyiv-says-2025-04-23>.
- 106 Entretien avec un participant au programme Alabuga Start originaire d'Afrique de l'Est, 10 janvier 2025.
- 107 Ibid.
- 108 Les documents sont disponibles à <https://simorgh.io/data/SaharaThunder>.
- 109 Entretien avec un étudiant d'Alabouga Polytech, février 2025.
- 110 Voir ONUDC, information sur la traite des personnes, disponible à : <https://www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/crime.html>.
- 111 HCDH, Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, adopté 15 novembre 2000, <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/protocol-prevent-suppress-and-punish-trafficking-persons>
- 112 *Alabuga programme accused of labour exploitation*, New Vision Uganda, 17 novembre 2024, https://www.newvision.co.ug/category/news/alabuga-programme-accused-of-labour-exploitat-NV_199742.
- 113 *The dark side of Russia's Alabuga Start Program: Ethiopian girls lured by false promises?*, The Reporter Ethiopia, 1 février 2025, <https://www.thereporterethiopia.com/43543>.
- 114 *Malawi faces growing concerns over youth exploitation in Russia's Alabuga Special Economic Zone*, Nyasa Times, 8 novembre 2024, <https://www.nyasatimes.com/malawi-faces-growing-concerns-over-youth-exploitation-in-russias-alabuga-special-economic-zone>.
- 115 Informations communiquées par une source au sein de la Direction générale de l'éducation et de la formation technique et professionnelle, Burkina Faso, février 2025.
- 116 Entretien avec Alex Odur, Kampala, février 2025.
- 117 Voir : *The Employment (Recruitment of Ugandan Migrant Workers) Regulations, 2021*, disponible auprès du ministère ougandais du Genre, du Travail et du Développement social, <https://mglsd.go.ug/laws>.
- 118 Entretien avec une source liée à la fondation BDADI, janvier 2025.
- 119 Entretien avec une source au service de l'immigration, Nairobi, 26 janvier 2025.
- 120 Entretiens avec un responsable du ministère kenyan des Affaires étrangères et de la Diaspora, janvier et février 2025.

- 121 Documents administratifs de la société JOINT STOCK COMPANY "SPECIAL ECONOMIC ZONE PRODUCTION AND INDUSTRIAL TYPE "ALABUGA", accessible via Interfax Spark, <https://spark-interfax.ru/respublika-tatarstan-elabuga/ao-oez-ppt-alabuga-inn-1646019914-ogrn-1061674037259-11224bec775d43d18578a885c0936c7d>.
- 122 Ces informations sont présentées dans des documents relatifs à l'accord Sahara Thunder consultés et archivés par GI-TOC.
- 123 Бум беспилотников и лодки из композитов: кто принесет «Алабуге» 81 миллиард, Composite World, 13 janvier 2023, <https://compositeworld.ru/articles/market/id63c128ddfb445b0019831c3b>.
- 124 ZES Alabuga sur Telegram, 4 mars 2025, <https://web.archive.org/web/20250415095935/https://t.me/AlabugaOEZ/461>.
- 125 Commission des affaires étrangères de la Chambre des communes du Royaume-Uni, *Inquiry: The Wagner Group and beyond: Proxy private military companies*, témoignage écrit présenté par le professeur Mark Galeotti, disponible à <https://publications.parliament.uk/pa/cm5803/cmselect/cmaff/167/report.htm>. Wagner n'est pas le seul exemple : dans le cadre du Corps des volontaires de l'armée russe, le ministère de la Défense supervise désormais un nombre croissant de sociétés militaires privées qui opèrent pour le compte du Kremlin. Voir la discussion dans Julia Stanyard, *Mercenaries and illicit markets: Russia's Africa Corps and the business of conflict*, GI-TOC, février 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/russia-africa-corps-business-of-conflict>.
- 126 Что известно о производстве дронов в ОЭЗ «Алабуга» и как на нее влияют санкции, Idel Real, 14 décembre 2023. <https://www.idelreal.org/a/chto-izvestno-o-proizvodstve-dronov-v-oez-alabuga-i-kak-na-nee-vliyayut-sanktsii/32728656.html>.
- 127 Paul Lorgeterie, *'Russian Houses' in Africa: Moscow's new soft power tool*, The Africa Report, 20 novembre 2024, <https://www.theafricareport.com/368417/russian-houses-in-africa-moscows-new-soft-power-tool>.
- 128 Улыбаемся & Машем, Беседа с Марианной, участницей программы «Алабуга-старт» («Русский дом» в Банги), YouTube, 28 février 2025, <https://www.youtube.com/watch?v=xsEq6ihm4gc> (archivé à <https://archive.ph/aujab>).
- 129 Investigations with Impact, *Smile and Wave at Viktor Lukovenko – from convict to African political strategist and expert*, 2 juin 2023, <https://alleyesonwagner.org/2023/02/06/smile-and-wave-at-viktor-lukovenko-from-convict-to-african-political-strategist-and-expert>.
- 130 Voir la discussion dans Julia Stanyard, *Mercenaries and illicit markets: Russia's Africa Corps and the business of conflict*, GI-TOC, février 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/russia-africa-corps-business-of-conflict>.



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de plus de 700 experts répartis aux quatre coins de la planète. Elle offre une plateforme pour promouvoir un débat plus approfondi et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre la criminalité organisée.

www.globalinitiative.net